

République du Sénégal

Projet d'Appui aux Filières Agricoles (PAFA)

Rapport de supervision

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: du 15 au 30 avril 2016

Date du document: 11/05/2016

No. du Projet: 1414

No. du rapport: 4085

Département gestion des programmes

Table des matières

Sigles et acronymes	iii
A. Introduction	4
B. Vue d'ensemble de l'exécution du Projet	Error! Bookmark not defined.
C. Produits et effets	Error! Bookmark not defined.
D. État d'avancement de l'exécution du Projet	Error! Bookmark not defined.
E. Aspects fiduciaires	Error! Bookmark not defined.
F. Durabilité/Stratégie de sortie	Error! Bookmark not defined.
G. Autres	Error! Bookmark not defined.
H. Conclusion	Error! Bookmark not defined.

Appendices

Appendice 1:	Résumé de l'état d'avancement du Projet et notes attribuées	4
Appendice 2:	Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits	27
Appendice 3:	Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	37
Appendice 4:	État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)	41
Appendice 5:	Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie	47
Appendice 6:	Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement	Error! Bookmark not defined
Appendice 7:	Gestion des savoirs: apprentissage et innovation	54

Sigles et acronymes

AG	Assemblée générale
ANCAR	Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural
APD	Aide publique au développement
AR	Assemblée des représentants
ARD	Agence régionale de développement
ASC	Association Sportive et Culturelle
AVA	Aviculture villageoise améliorée
B/C	Bénéfices/coûts
BFPA	Bureau de la formation professionnelle agricole
BPA	Bonnes pratiques agricoles
CADL	Cadre d'appui au développement rural
CEF	Conseiller à l'exploitation familiale
CNCR	Conseil national de concertation des ruraux
COMRECC	Comités Régionaux sur les Changements Climatiques
CR	Communauté rurale
DAPSA	Direction de l'analyse, de la politique et des statistiques agricoles
DBRLA	Direction des Bassins de Rétention et Lacs Artificiels
DCEF	Direction de la coopération économique et financière
DGPPE	Direction de la Gestion et de la Planification des Ressources en eau
DIP	Diagnostic institutionnel participatif
ESP	École Supérieure Polytechnique
DRDR	Direction régionale de développement rurale
FENPROSE	Fédération nationale des producteurs de sésame
FIARA	Foire internationale de l'agriculture et des ressources animales
FIDA	Fonds international de développement agricole
FONGS	Fédération des ONG du Sénégal
GEF	Global Environment Fund
IREF	Inspection Régionale des Eaux et Forêts
ISRA	Institut sénégalais de recherche agronomique
MAER	Ministère de l'agriculture et du l'équipement rural
MEDD	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD)
MEFP	Ministère de l'économie, des finances et du plan
MEPA	Ministère de l'élevage et des productions animales
OFID	Fonds de l'OPEP pour le Développement International
OM	Opérateur de marché
OP	Organisation des producteurs
OPF	Organisation faîtière des producteurs
OP	Opérateur de marché
PAFA	Projet d'appui aux filières agricoles
PAFA-E	Projet d'appui aux filières agricoles – Extension
PARI	Plan d'appui et de renforcement institutionnel
RESOPP	Réseau des organisations de paysannes et pastorales
SAFIR	Service d'appui à la finance rurale
SPAM	Sous-projet d'accès aux marchés
SPDF	Sous-projet de développement des filières
SRADL	Service régional d'appui au développement local
SRDC	Sub-Regional Development Centre
TF	Table filières
UCAD	Université Cheikh Anta Diop
UCP	Unité de coordination du projet

A. Introduction¹

1. Une mission conjointe du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) et du Gouvernement du Sénégal s'est déroulée au Sénégal du 15 au 30 avril 2016 pour la supervision du projet d'appui aux filières agricoles (PAFA). Elle avait pour objectifs : i) d'évaluer la performance globale du projet et son impact ; ii) d'apprécier la qualité de la gestion administrative et comptable du Projet ; iii) de faire le point de l'état d'avancement des activités prévues dans le PTBA 2015, jusqu'au 31 mars 2016 par composante aussi bien au niveau physique que financier ; iv) d'apprécier le niveau d'exécution des principales recommandations de la dernière mission de supervision du Projet ; v) de passer en revue les procédures d'acquisition des biens et services du Projet, et vi) d'analyser avec l'équipe du Projet et les partenaires impliqués dans la mise en œuvre, les difficultés et les contraintes rencontrées et proposer des solutions appropriées.

2. L'objectif de développement du PAFA est d'améliorer de manière durable les revenus et les moyens d'existence des exploitations familiales du Bassin arachidier, à travers leur insertion dans des filières profitables et diversifiées. Plus spécifiquement : i) les petits producteurs de la zone du projet, y compris les plus démunis, développent des activités économiques profitables, fondées sur des arrangements contractuels avec des opérateurs de marchés, dans le cadre de filières porteuses qui valorisent le potentiel agro-écologique local ; ii) les acteurs des filières sélectionnées dont les petits producteurs, et en particulier les plus vulnérables, se concertent, au niveau du Bassin arachidier et au niveau national, pour identifier et mettre en œuvre les actions susceptibles de résoudre les contraintes identifiées au sein de ces filières et créer un environnement favorable à leur développement. Le PAFA couvre les régions de Kaolack, Diourbel, Fatick et Kaffrine.

3. Le coût du projet a été estimé à 36.61 millions de dollars US, dont 15.16 millions pour le FIDA (un prêt de 14,89 millions et un don de 0, 267 million), 9.03 millions pour l'OFID, 5 millions pour le GEF, 5.75 millions pour le Gouvernement du Sénégal et 1.68 millions pour les bénéficiaires. Le Prêt, d'une durée de six (6) ans, est entré en vigueur le 05 février 2010. L'achèvement du programme est prévu pour le 31 mars 2016.

4. La mission a rencontré à Dakar les principaux partenaires du projet, notamment le Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural (Tutelle technique du projet), le Ministère de l'Economie et des Finances (Représentant de l'Emprunteur) et le Ministère de l'Environnement. La mission a visité les régions d'intervention du Projet au cours de laquelle elle a rencontré les autorités administratives, les structures locales décentralisées et les partenaires œuvrant dans le développement agricole et rural.

5. La mission a travaillé en étroite collaboration avec l'Unité de Coordination du Projet (UCP) tout au long de son séjour. Avant de quitter le terrain, la mission a présenté ses principales conclusions et recommandations à l'équipe du Projet au cours d'une réunion qui s'est tenue dans les locaux de l'UCP le 29 avril 2016. Une réunion de restitution s'est tenue à Dakar à la DCEF au Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan le 06 mai 2016. Cette restitution avait pour objet de présenter les principales conclusions de la mission aux différentes parties prenantes à la mise en œuvre du Projet. Le présent Aide-mémoire fait le point des résultats de la mission et intègre les commentaires du Gouvernement, des différents partenaires du Projet ainsi que ceux de l'UCP.

6. La mission exprime ses remerciements aux Autorités Sénégalaises, en particulier le MAER (Cabinet, DAPSA), le Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan (DCEF), le Ministère de

¹ Composition de la mission: Monsieur Luyaku Loko Nsimpati, Chargé de Portefeuille du FIDA pour le Sénégal, le Cabo Verde et le Bénin, Chef de mission, Madame Lucia Di Troia, Chargée de Programme Auxiliaire au bureau FIDA de Dakar, Madame Dounamba Konaré, Assistante de Programme au Bureau Régional de Dakar, Madame Elena Pietschmann, Chargée de Programme Auxiliaire, Monsieur Idrissa Moulaye Téra, Expert financier, Consultant FIDA, Monsieur Lacine Ahidara, Ingénieur agronome, Consultant FIDA et Monsieur Michel Moussa Kouda, Expert en Environnement et Changement Climatique, Consultant FIDA ; Madame Fanny Grandval, Ingénieur agronome, Consultante FIDA. Le Gouvernement Sénégalais était représenté par Monsieur Omar Seck, Ingénieur agronome, représentant le Cabinet du Ministère de l'Agriculture et de l'équipement rural, Monsieur Ngolo Diarra, Ingénieur Agronome, représentant la DAPSA, Monsieur Bachir Coly, Ingénieur des travaux d'élevage, Représentant le Ministère de l'Elevage et des Productions Animales, Monsieur Métaké Sagna, Economiste, Représentant de la Direction de la Planification et Monsieur Ibrahima Diouf, Economiste planificateur, représentants la DI du Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan, Monsieur Diéry Gaye, Producteur, représentant le CNCR. Au niveau régional, Monsieur Pierre Diouf, Ingénieur Agronome, DRDR de Kaolack, Monsieur Jean Paul Bampoki, Ingénieur Agronome, DRDR de Louga et Monsieur Mamadou Moustapha Cissé, Ingénieur des travaux d'élevage, SDEL de Linguère se sont joints à la mission. Le Responsable Suivi-évaluation et toute l'UCP du PAFA et du PAFA-E ont pris une part active dans le déroulement de la mission.

l'Élevage et des Productions Animales (Direction de l'élevage), les Autorités Administratives de Kaolack et de Louga, les membres de l'équipe du Projet et les bénéficiaires des régions visitées pour leur collaboration et leur soutien, qui ont permis le bon déroulement de la mission.

B. Vue d'ensemble de l'exécution du Projet

7. Globalement, le projet a touché directement 37 734 ménages ruraux vulnérables, pour une prévision de 14 000 ménages, soit un taux de couverture de 269,5%. Le PAFA a amélioré la sécurité alimentaire des populations de la zone d'intervention du Projet. A titre de rappel, par rapport à la situation de référence au démarrage des activités, 70% des ménages connaissaient une période de soudure en moyenne de 3,5 mois. Aujourd'hui, selon les résultats de l'enquête SYGRI de PAFA-E réalisée en 2015 et qui a couvert la zone d'intervention de PAFA, 82% des ménages appuyés par le Projet sont à l'abri des effets de la soudure. Elle est due, entre autres, à l'amélioration significative des rendements à travers l'adoption des bonnes pratiques agricoles et l'utilisation des intrants agricoles de qualité (semences certifiées, engrais, pesticides et phosphate). Les rendements ont plus que doublé en moyenne dans l'ensemble des cultures promues par le Projet, atteignant même le triple pour le bissap et le maïs. En effet, le rendement du mil est passé de 653 kg/ha à 1 625 kg/ha soit 148% d'augmentation, celui du sorgho de 619 kg/ha à 1 278 kg/ha (106% d'augmentation), celui du niébé est passé de 350 kg/ha à 712 kg/ha (103% d'augmentation) ; le bissap est passé de 200 kg/ha à 650 kg/ha (325%). Le rendement de sésame quant à lui est passé de 300 kg/ha à 678 kg/ha (126%) et celui du maïs de 900 kg/ha à 2 738 kg/ha (204%). L'augmentation des superficies emblavées et l'amélioration notable des rendements ont permis d'enregistrer une production cumulée de 152 241 tonnes, toutes spéculations confondues.

8. **Mise en marché.** Le projet a facilité la signature de conventions de commercialisation entre les Organisations de Producteurs (OP) et les Opérateurs de Marché (OM). Ainsi, 310 contrats ont été signés par les couples OP/OM. Environ 55.197 T, soit 36,25% de la production, ont été commercialisées à travers ces contrats à des prix attractifs, avec une prime qualité de 10% à 15%. Les femmes ont mis en marché 30 910 T, soit 56,40% du tonnage total commercialisé. Les recettes totales enregistrées se chiffrent à 15,892 milliards de FCFA dont 8,58 milliards pour les femmes (53,9%) pour les campagnes 2012/2013 à 2015/2016.

9. Les revenus générés ont permis d'améliorer l'habitat, de prendre en charge la couverture médicale des enfants, les frais de scolarités, l'habillement et les dépenses quotidiennes. Grâce à ces revenus, 60% des ménages disposent de compte d'épargne au niveau des structures financières décentralisées.

10. **Effets et impacts.** L'accumulation des biens s'est beaucoup améliorée dans les ménages tels qu'en témoignent la réfection des habitations, la construction de logement, l'achat de matériel agricole et intrants, le paiement des frais de scolarité des enfants, la prise en charge des dépenses quotidiennes, le paiement des frais médicaux, l'investissement dans le petit commerce, l'aviculture, l'embouche ovine, bovine et le maraichage comme en témoigne cette femme : « Avant l'intervention du projet nos ménages ne mettaient pas beaucoup de légumes dans leurs repas. Les quelques-uns qui en avaient parcouraient des kilomètres pour en acheter. Les femmes n'ont plus besoin d'aller à la recherche de ces produits horticoles car chaque soir avant de quitter le périmètre maraicher elles reçoivent quelques légumes pour préparer leurs repas du lendemain. En plus de cela les femmes non bénéficiaires accèdent facilement aux produits. »

11. **Aviculture villageoise améliorée (AVA).** Cette activité, de production de poulets fermiers, fortement génératrice de revenus, est principalement menée par les femmes. Dans ce cadre, 80 sous projets ont été financés pour un montant de 344 533 150 FCFA (contribution des bénéficiaires de 68 906 630 F CFA) au profit de 1 966 ménages dont 92% sont des femmes. La filière présente un réel potentiel et des gains de productivité ont été obtenus en poids moyen vif par poulet et en production d'œufs. Des performances sont notées dans le sous-secteur avec un poids adulte qui varie de 1,5 à 2 kg et une production de 60 à 100 poussins par poule et par an, ainsi qu'une maturité sexuelle assez précoce. Pour faciliter la commercialisation de la production, le projet a appuyé la mise en place d'une plateforme de services Aviculture Villageoise Améliorée qui, non seulement assure la qualité de la production, la régularisation des prix sur le marché offrant ainsi des revenus plus élevés aux femmes bénéficiaires, mais également la production de l'aliment volaille en quantité suffisance et en qualité pour ses membres. Pour un prix moyen du poulet de 3000 FCFA et une quantité moyenne annuelle

de 560 poulets vendus, les 1966 ménages ont commercialisé 1 108 960 poulets pour un chiffre d'affaires d'environ 3,662 milliards de FCFA, soit 1 862 665 FCFA par ménage de 2013 à mars 2016.

12. Infrastructures d'appui à la mise en marché. 99 Centres de développement filières (CDF) offrant une capacité de stockage de 10 680 T pour les producteurs sont réalisés sur un objectif de 80 à la fin du projet. Chaque CDF dispose d'un comité de gestion et de maintenance. Les travaux sont en cours pour 18 CDF et deux hangars au marché pour l'amélioration de la commercialisation des produits agricoles. S'agissant des pistes de production, le projet est engagé avec les collectivités locales sur la réalisation de 132 km répartis sur 13 tronçons pour désenclaver les zones de production situées dans 12 communes. Les travaux sur un linéaire de 55 km sont en cours (six tronçons), les réceptions sont prévues en septembre 2016. Pour les 25 km (trois tronçons) à réaliser dans la Région de Fatick, les entreprises sont sélectionnées et les contrats en cours de signature. Les travaux doivent démarrer en Mai 2016. Dans la Région de Kaolack, 53 kms (quatre tronçons) de pistes sont programmés. Les études socio-économiques et environnementales sont validées par la commission régionale de l'environnement sous la présidence du Gouverneur de la Région. Après la validation des DAO par la DCMP de Kaolack, le processus de recrutement des entreprises est en cours.

13. Les parties à l'accord (MEFP/OFID) devraient statuer rapidement sur une nouvelle prorogation de la date d'achèvement des activités de l'OFID au 30/06/2017, ce qui permettrait de prendre en charge la réalisation des pistes de la Région de Kaolack.

14. Adaptation au changement climatique. Les adversités qui résultent des changements climatiques se traduisent dans le bassin arachidier par la dégradation des terres (salinisation, disparition de la biodiversité, perte de la matière organique, érosion, etc.), la diminution de la pluviométrie tant spatialement que temporellement, le faible remplissage des lacs, la hausse des températures et une évapotranspiration intense. Les principales actions menées sur le terrain par le PAFA ont porté sur :

15. L'aménagement de quatre vallées dans la région de Fatick pour la récupération des terres salées et la production de riz pour la campagne agricole 2015/2016 pour un total de 552 ha. Il s'agit de :

- (a) Vallée de Farandole : La réception provisoire est prévue le 28 juin 2016 pour une durée de quatre mois. L'aménagement de cette vallée va permettre la mise en valeur de 165 ha.
- (b) Vallée de Nderderleng. Cet aménagement complémentaire va permettre de mettre en valeur 370 ha. En plus de la réalisation de la digue, un périmètre maraîcher de 30 ha est en cours d'aménagement et les travaux consistent à la réalisation de la clôture, le fonçage de 20 puits la construction de 80 bacs d'irrigation.
- (c) Vallée de Ndiaye Ndiaye : 7 ha
- (d) Vallée de Diémou : 10 ha.

16. La réalisation/réhabilitation de périmètres maraîchers de Batal, Taïba Nianghène, Tallène, Mérina Syll, Combélane, Thiaré, Darou Keur Ibra S égnane et Senghor.

17. Et l'appui de 17 comités de gestion et de maintenance des PM composés de 429 personnes dont 116 hommes, 222 femmes, 33 jeunes garçons et 58 jeunes filles.

18. Programme autosuffisance en Riz. Le PAFA a appuyé 24 organisations de producteurs pour l'emblavement de 1457 ha de riz (dont 780 ha de bas-fonds et 677 ha de plateau) au profit de plus de 3.500 ménages. En effet, le projet accorde une attention particulière à la filière riz en raison des fortes potentialités qu'elle offre aux femmes et aux jeunes. Les rendements moyens obtenus ont variés de 1 tonne à 3.5 tonnes par hectare. La production est évaluée à 3 621 tonnes de riz dont 2 421 tonnes de bas-fond et 1 200 tonnes de plateau. Pour une première année de production les résultats sont très encourageants.

19. Mise en place des batteuses riz. Le projet a financé sept groupements de producteurs pour l'acquisition de batteuse et de mini rizerie. Cette initiative du projet a permis la création d'emplois pour 56 jeunes. Ces jeunes ont été formés sur l'utilisation des batteuses et sur le mode de gestion

financière. Depuis la mise en place de ces batteuses, ces petites entreprises rurales de battage ont pu battre 395 T de riz pour une valeur de 5 925 000 FCFA.

20. **Multiplication de semences de riz.** La multiplication de semences a porté sur 200 ha de Nerica 6, Nerica1, Arica4 et de Nerica 12. Ainsi 84 tonnes de semences sont collectées pour la certification et permettra d'ensemencer au moins 2500 ha pour la campagne 2016/2017.

21. **Installation de kits de biogaz.** Afin d'apporter une réponse efficace et propre, d'une part à la demande en combustible de cuisine (voire en éclairage), d'autre part à la valorisation des déchets organiques domestiques par la production d'un engrais biologique performant, le PAFA a initié en phase test l'installation de sept kit de biogaz. Une convention a été signée avec l'ONG AVSF pour la mise en place des kits selon les normes techniques mais aussi de former des maçons au niveau local pour faciliter la démultiplication. Il a été réalisé la construction de six bios digesteurs à Kane Kane, Niakhar, Thiawando, Keur Bouka, Koné Sérère et Fass Nguérane. Six maçons ont été formés sur la construction dont un par site. Trois personnes (le bénéficiaire, le maçon et le chef de ménage) par site ont été formées sur l'utilisation et l'entretien du bio digesteur.

22. **Innovations.** En matière d'innovations et de bonnes pratiques, le projet a produit un nombre important de bonnes pratiques/innovations dont certaines ont été testées et validées et d'autres en voie de consolidation. Le processus de mise à échelle de ces innovations est déjà en cours. Parmi les innovations/bonnes pratiques, il y a lieu de citer : a) la contractualisation entre OP et OM ; b) le cofinancement dégressif des intrants agricoles entre le projet et les acteurs des filières ; c) l'internalisation du conseil agricole au sein des OP ; d) le consommateur local ; et e) la farine enrichie.

23. **Ciblage, genre et inclusion de jeunes.** La performance du PAFA en matière de ciblage est très satisfaisante. Le Projet a touché 37 734 ménages vulnérables. L'auto-ciblage par les OP porteuses des SPAM a réussi à inclure les familles les plus vulnérables et, à leur intérieur, les femmes et les jeunes en particulier. On note la prise en charge des couches plus vulnérables par les OP même après la fin de l'appui du PAFA. La stratégie genre du projet a porté ses fruits : les femmes représentent 62% des bénéficiaires des sous projets, 38% des Conseillers en Exploitation Familiale (CEF), 90% des Opérateurs de Marchés (femmes transformatrices), 59% des bénéficiaires des SPAM, 71% des bénéficiaires des Périmètres Maraichers (PM) et 56% des postes exécutifs dans les CNIF.

24. Le PAFA a aussi attribué une attention particulière à l'inclusion des jeunes. Les jeunes représentent environ 35% de bénéficiaires du Projet et 50% des CEF. On note un engouement très encourageant des jeunes et un recul de l'exode rural dans les villages où le Projet a appuyé l'insertion des jeunes ruraux dans des activités agricoles qui procurent un revenu compétitif avec celui qu'obtiennent les jeunes en exode. Dans plusieurs sites, les jeunes appuyés par le PAFA ont reporté que beaucoup de jeunes non bénéficiaires du Projet ont commencé des activités agricoles inspirés à celles du PAFA, et ont exprimé leur intérêt à créer des nouveaux PM. Cela est un signal prometteur en termes de durabilité des acquis du PAFA. En termes de représentation des jeunes dans les organes décisionnels des organisations, on constate une présence des jeunes relativement forte dans les CNIF (28 sur 96 membres des instances CNIF sont jeunes). Des données sur la représentation des jeunes dans les organes décisionnels des OP de base sont disponibles. La mission recommande de les analyser et d'insérer cette analyse dans le rapport d'achèvement du Projet.

25. **Gestion des savoirs.** Le Projet est en train de procéder à la capitalisation de sa stratégie d'intervention et de ses résultats à travers notamment, le processus de ciblage de groupes vulnérables, le cofinancement dégressif, l'internalisation du conseil agricole qui a permis l'adoption de bonnes pratiques, la contractualisation commerciale OP/OM, le mécanisme de mobilisation de l'épargne intrants pour l'autofinancement, l'information sur les marchés, les ateliers d'auto évaluation des SPAM, l'édition de bulletins trimestriels « agro filières ». Des films documentaires ont été produits ainsi que des livrets de capitalisation de ces acquis pour un bon partage au Sénégal et les d'autres pays.

26. **Gestion du projet.** Globalement, la gestion administrative, financière et comptable s'est déroulée de façon satisfaisante durant la période mise en œuvre des activités du Projet. Les différentes échéances contractuelles et de rapportage ont été respectées, de même, les comptes spéciaux ont été bien tenus. En matière d'audit, les revues effectuées n'ont pas remis en cause la gestion normée des aspects fiduciaires. Au plan des performances opérationnelles, les taux de décaissements réels sont de : i) 99,10%/Prêt/FIDA et 78,37%/Don FIDA ; ii) 26,4%/Prêt/OFID et

44,45%/Don FEM. Enfin, le taux d'exécution de la contrepartie est de 20,1% et celui de la contribution des bénéficiaires, de 158,3%.

C. Produits et effets

Composante 1 : Diversification agricole et accès au marché

27. **Infrastructures d'irrigation à la parcelle.** Au total, le PAFA a aménagé et mis en valeur 23 périmètres maraîchers pour une superficie de 74 ha sur un objectif de 100 ha. 10 périmètres pour une surface totale de 17,5 ha utilise l'énergie solaire et 23 ha sont irrigués à partir des excédents d'eau de forage. La réhabilitation de ces périmètres a permis l'accès aux ressources hydriques à 1 128 ménages dont 27% de femmes et 73% de jeunes. Cette réhabilitation a permis également la reprise des activités maraîchères des femmes et le retour des jeunes en milieu rural dans les villages concernés.

28. **Infrastructures de mise en marché.** 49 Centres de Développement Filières (CDF) dont 5 de 60 T et 44 de 120 T, soit au total une capacité de 5 760 T sont réalisés. Les travaux sont en cours pour 18 CDF et 11 sont terminés. Pour les 20 autres CDF, les contrats sont en cours de signature. Les CDF qui sont des infrastructures dont la gestion est communautaire ont permis aux producteurs de sécuriser leurs récoltes et de désenclaver les zones de production. Les produits de mil, maïs, bissap, sésame et niébé y sont stockés pendant toute l'année. Ils constituent également des points d'enlèvement des produits pour les OM qui ont contractualisé avec les OP.

29. A terme, 99 CDF offrant une capacité de stockage de 10 860 T seront réalisés. Pour tous les CDF, les comités de gestion dont les membres ont été formés sur leurs rôles et responsabilités, méthodes d'entretien et de maintenance, ainsi que les techniques de stockage et de conservation assurent la gestion et la maintenance de ces infrastructures. Ils tiennent les outils de gestion, à travers les commissions (approvisionnement, stockage et commercialisation) travaillent sur la qualité de stockage, l'utilisation des produits et les différents services. Sept sessions de formation des membres des Comités de gestion des magasins (CGM) et des commissions de stockage ainsi que commercialisation des CDF ont été réalisées. Ces formations ont regroupé 214 personnes dont 124 femmes (58%).

30. **Pistes de production.** Le projet en collaboration avec les collectivités locales a prévu la réalisation de 80 km pour désenclaver les zones de production situées dans neuf communes totalisant 167 000 habitants. Les travaux sont en cours pour 55 km concernant les communes de Latmingué, Ndiago, Thiaré, Diossong ; Maka Yopp et Nioro Alassane Tall. Les réceptions provisoires pour 38 km et 17 km sont prévues respectivement en juillet et en octobre 2016. Pour les communes de Keur Samba Gueye, Niakhar et Djilor, les contrats sont en cours de signature pour 25 km ; le démarrage des travaux est prévu pour fin mai 2016 et les réceptions provisoires en décembre 2016. Pour 52,5 km concernant les communes de Taiba Niassène, Thiaré, Darou Salam et Ngayène Sabakh, les DAO sont validés par la DCMP et les études d'impact environnemental et social sont validées.

Aviculture villageoise améliorée (AVA)

31. Au courant de cette année, le projet a facilité le financement de cinq sous projets pour la mise en place de 66 poulaillers. Ces nouveaux sous projets portent le nombre à 80 sous projets permettant à 1 966 ménages dont 92% de femmes de mener l'aviculture. Les activités de suivi des CEF et des chefs de poste vétérinaires ont concerné essentiellement : la vaccination intégrale, le recensement des sujets, le déparasitage, le suivi de l'alimentation et l'habitat. Le nombre de sujets vaccinés à la Newcastle est de 413 000 sujets. Le suivi effectué a permis de recenser plus de 267 000 éclosions. Le projet a facilité à la plate-forme de Services l'obtention de trois couveuses pétro solaires d'une capacité de 1 000 sujets par couveuse. Elles permettent d'améliorer les taux d'éclosion, de réduire les pertes et de mettre sur le marché au minimum 3 000 poussins par couvaion.

Structuration et professionnalisation des OP

32. La présentation des résultats et leur analyse se fera dans une optique de pérennisation des acquis et de durabilité, ainsi que de perspective de mise à l'échelle. En ce qui concerne la durabilité, elle se fondera sur plusieurs indicateurs : l'autonomisation économique des OP (fonds de roulement intrants, gestion des équipements et infrastructures, internalisation du CEF) ; les capacités organisationnelles/de gestion des OP ; les partenariats entre OP de base (OPB) et OP faitières (OPF), OP/OM, OP/IMF et STD ; et le leadership des jeunes et des femmes au sein des OP. Pour ce

qui est de la mise à l'échelle, elle repose sur les facteurs clés suivants : le renforcement de l'accès aux services des producteurs (intrants, commercialisation, crédit) par les OPB ; l'offre de services surtout des OPF en direction des OPB ; l'élargissement de la base des OP accompagnées (OPB et OPF) ; le renforcement des capacités des ressources humaines des OP ; la gestion des connaissances et son partage ; le dialogue politique.

33. Appui à la dynamique organisationnelle des OP. Depuis son démarrage, le PAFA a privilégié l'accompagnement des OPB comme stratégie de mise en œuvre via une combinaison d'appuis². Sur les filières cibles du Projet (mil/sorgho, sésame, bissap, niébé et maïs), le PAFA a ainsi accompagné 235 OPB sur des cycles de trois ans via le financement de SPAM portés par des couples OP-OM. On comptabilise à ce jour 40 OPB de première génération (G1-de 2011/12 à 2013/14), 77 OPB de seconde génération (G2-de 2012/13 à 2014/15) et 118 OPB de troisième génération (G3-de 2013/14 à 2015/16).

34. Capacités organisationnelles des OP. L'évaluation finale de la dynamique organisationnelle des OP accompagnées par le PAFA est achevée et le rapport en cours de finalisation. Le tableau ci-dessous fait état de l'évolution de la dynamique organisationnelle de ces OP depuis 2012.

Année	Quantité/%	Niveau 1 « faible »	Niveau 2 « moyen »	Niveau 3 « forte »	TOTAL
2012	Nombre d'OP	203	75	5	283
	%	72%	26%	2%	100%
2015	Nombre d'OP	8	216	59	283
	%	3%	76%	21%	100%

35. A première vue, la mission constate une augmentation franche des capacités organisationnelles des OP accompagnées par le PAFA entre 2012 et 2015. Cela étant dit, ces chiffres doivent être maintenant accompagnés d'une analyse plus fine des résultats afin de mesurer l'impact du PAFA sur la dynamique organisationnelle de ces OP, à la fois d'un point de vue du fonctionnement interne économique et social, mais aussi de leur relation avec les autres acteurs de leur environnement, en particulier les faitières. Ceci sera capitalisé dans le rapport d'achèvement. Pour les OPF, l'accent a été mis sur le renforcement de la capacité de fourniture de services en termes d'accès aux intrants de qualité pour les petits producteurs membres. Ainsi 27 OPF ont pu bénéficier de deux campagnes (2013/2014 et 2014/2015) de fonds de roulement en intrants pour l'emblavement de 10 683 ha au profit de 3203 ménages.

Autonomie économique des OP par l'offre de services aux membres.

36. Fonction « approvisionnement en intrants ». A la date d'achèvement du PAFA, les résultats sont édifiants : sur les 235 OPB des filières céréales (mil, sorgho, maïs), niébé, sésame et bissap ciblées par le PAFA, 116 sur 117 des OPB G1 et G2 sont autonomes en ce qui concerne l'approvisionnement en intrants des bénéficiaires du PAFA. Concernant les OPB G3, le cycle de trois ans s'achèvera durant cette présente campagne agricole 2015/2016 et est prometteur puisque toutes les 118 OPB ont pu mobiliser l'apport en nature correspondant au préfinancement des intrants pour la campagne 2016/17.

37. Certaines OP accompagnées par le PAFA développent des stratégies très pertinentes pour améliorer leur autonomie financière. Dans le cas de l'ASC Jam Bugum, la première étape fut la création d'un bras économique et financier de l'association (le GIE Jam Agrobiz créée en 2015) afin de développer des services pertinents pour les producteurs et de générer des ressources internes pour l'OP qu'elle pourra soit réinvestir soit injecter dans des activités de type social.

38. Fonction conseil via les CEF. Les OPB accompagnées par le PAFA ont, à la date de l'achèvement, internalisé 1 096 CEF en leur sein ; ces CEF dispensent des conseils techniques aux producteurs et jouent également un rôle d'animation/sensibilisation en particulier pour la mobilisation de l'épargne intrant en amont de la campagne. La pérennisation de ces CEF est aujourd'hui assurée

² (i) une subvention dégressive aux intrants (semences, engrais, produits phytosanitaires), (ii) un accompagnement technique menant à l'internalisation du conseil agricole au sein des OPB via les CEF, (iii) l'accès au renforcement des capacités organisationnelles à un appui institutionnel (gestion, gouvernance, sécurisation juridique) via les SRADL, (iv) des infrastructures et équipements d'appui à la production/post-production et (v) la sécurisation du marché par le soutien à des projets portés par des couples OP-OM

par le fonctionnement même du mécanisme d'épargne intrants qui intègre les coûts des CEF aux quantités mobilisées par chaque producteur. A titre d'exemple, dans le GIE JAPPO NEK BEN de Keur Soce, le coût de prise en charge des CEF revient à 2 000 FCFA/producteur/campagne. Dans l'ASC Jam Bugum de Niakhar, les CEF sont rémunérés 25 000 F.CFA par mois sur une période de quatre mois.

39. **Fonction « accès aux infrastructures et équipements collectifs ».** Toutes les OP accompagnées par le PAFA ont mis en place des comités de gestion des infrastructures et des équipements mais la mission n'a pas disposé d'analyse détaillée sur la fonctionnalité de ces comités. Cela dit, toutes les OP rencontrées par la mission ont exposé les modalités de gestion des CDF et des *équipements* (batteuses de mil par exemple) avec des mécanismes très pertinents. Pour les CDF, la plupart des charges sont intégrées au montant de l'épargne intrant que chaque producteur doit livrer avant la campagne (frais de gardiennage, conservation du stock, achat des sacs). Certaines OP comme l'ASC Jam Bugum ont mis en place un système de « grenier » pour stocker les productions en surplus des producteurs membres qui n'ont pas de capacités propres, cela au prix de 1,5 F.CFA/Kg/mois.

Partenariats entre les OP accompagnées et les acteurs clés de leur environnement

40. **Partenariats avec les OM.** Les OPB accompagnées ont développées des relations contractuelles avec 49 OM pour la mise en marché de leurs produits. Il y a différentes catégories d'OM : des sociétés privées, des OPF, des OP de transformation (souvent féminines). Un des facteurs de durabilité du PAFA est la fidélisation des partenariats entre OP et OM. Ainsi, dans l'une des OPB de G1 visitée par la mission, le GIE JAPPO NEK BEN, la présidente a expliqué que l'OM a été fidélisé depuis maintenant six ans malgré quelques blocages observés certaines années, en particulier le retard de paiement de la marchandise par l'OM qui a été résolu par le CNIF. L'ASC de JAM BUGUM a également fidélisé son partenariat avec la société de fabrication de farine de mil Alif Group depuis quatre ans. Une analyse plus détaillée du niveau de fidélisation des couples OP-OM devrait permettre d'identifier les éventuelles contraintes à cette fidélisation ainsi que les facteurs de succès à appliquer pour le PAFA-E.

41. **Relations avec les acteurs des services techniques déconcentrés (STD).** D'après les entretiens de la mission avec les OP rencontrées, ces dernières ont développé des relations très professionnelles et constantes avec les STD en particulier l'ANCAR, les DRDR et les SREL. La mise en relation initiale accompagnée par le PAFA a permis à ces OP d'avoir le réflexe de mobiliser ces partenaires techniques à tout moment en cas de besoin.

42. **Lien avec les IMF.** La connexion entre les OP accompagnées par le PAFA et les IMF dans le cadre du Projet reste encore trop limitée. Pourtant, la mission a constaté que la plupart des OP rencontrées a des connexions avec des IMF. Un impact important du PAFA constaté par la mission est notamment le fait que l'OP de G1 JAPPO NEK BEN a pu obtenir un crédit de 5 millions de F.CFA pour acheter et commercialiser les surplus de production de ses membres à la campagne passée (taux d'intérêt de 12% sur sept mois). Cette OP prévoit également d'acquérir prochainement une grande batteuse et a déjà mobilisé 3 millions de F.CFA comme apport pour une demande de crédit. Une analyse de l'impact du PAFA sur l'accès au crédit des OP (ou les contraintes à l'accès au crédit qui demeurent) serait également utile pour la mise en œuvre du PAFA-E, en particulier pour la dimension mise à échelle des opérations accompagnées par le PAFA

Mise à échelle via l'appui à la structuration paysanne

43. La mission note certaines bonnes pratiques ou impacts très positifs des actions du Projet pour la mise à échelle en termes de structuration, d'élargissement de la base des producteurs membres, et de montée en puissance de l'offre de services des OP : i) création de la coopérative des jeunes producteurs agro-pastoraux de Fatick (COJPAP) regroupant 36 OPB avec 3073 membres ; ii) appui à la consolidation d'une centrale d'achat qui est passé de 16 GIE (350 membres) en 2012 à 58 GIE (1 975 membres) en 2016.

Réseaux d'OP, partage d'expériences, d'informations et d'opportunités, plaidoyer

44. La présente mission de supervision est la seconde où un représentant du CNCR est invité, et la mission salue cette pratique porteuse de potentiel. En effet, les grandes OP faitières nationales (OPN) du pays (CNCR, ASPRODEB, FONGS, etc.) peuvent apporter aux CNIF et aux OP, appuyées par le PAFA, des expériences, opportunités et savoirs faire développés et longtemps éprouvés. Ainsi

parmi les potentiels apports que les filières nationales d'OP peuvent apporter au PAFA, on peut citer :

- (a) des pratiques paysannes endogènes de production de semences de qualité tel que la semence de pomme de terre développée par la FPM qui a d'ailleurs fourni le PAFA en 2015 pour certains tests de mise en culture de PM;
- (b) des informations sur les besoins disponibles à l'échelle nationale en produits locaux comme dans le cas d'un Projet de l'ASPRODEB avec la Fédération Nationale des Boulangers qui a des besoins importants en farine de céréales locales telles que le mil.

45. Parmi les apports que le PAFA peut apporter aux OPN, on note :

- (a) la promotion des innovations porteuses de changement au sein des dialogues politiques en cours (par exemple la subvention dégressive des intrants, la promotion de la qualité des semences, l'approche de partenariat OP-OM, etc.);
- (b) l'alimentation de l'observatoire des exploitations familiales mis en place par la FONGS grâce à l'ensemble des données collectées dans le cadre du PAFA;
- (c) la facilitation de connexions entre les OPN et leur base en mobilisant l'expertise paysanne des leaders des OPN pour le renforcement des capacités des OPB accompagnées par le PAFA.

46. Enfin, sur le volet du dialogue politique, il y a de nombreuses opportunités de joindre les forces pour mener un dialogue politique en associant les résultats économiques du PAFA et la capacité de plaider de ces OPN nationales. Une piste très concrète de participation des acteurs de la filière mil du PAFA aux deux volets de plaidoyers menés par le CNCR sur la question du pain local doit être explorée afin de démultiplier les effets du projet.

Appui à la structuration des filières

47. Le PAFA a facilité l'émergence de cadres de concertation des acteurs des filières sur le niébé, le sésame, le bissap et le mil/sorgho. Ces CNIF fonctionnent depuis plusieurs années et leur reconnaissance juridique est quasiment finalisée (voir AM PAFA-E). Le tableau ci-dessous présente la composition de ces CNIF à la date de la mission.

CNIF	Nombre de membres en 2011	Nombre de membres en 2016	Nombre d'OP membres en 2016	Nombre de transformateurs membres en 2016	Nombre de commerçants et agro-industriels membres en 2016
Mil/sorgho	19	68	45	18	05
Niébé	16	34	21	08	05
Sésame	15	29	19	08	02
Bissap	15 (2012)	26	13	11	02
Total	65	157	98	45	14

48. Les activités des CNIF découlent de la mise en œuvre de Plans Stratégiques Filières (PSF) trisannuels (encours 2015/2017) élaborés par les acteurs pour lever les contraintes identifiées au sein des filières. Les PSF sont opérationnalisés à travers des plans d'action annuel filière (PAAF) mise en œuvre par les bureaux des CNIF, co-financés par le PAFA et par des ressources internes des CNIF. En effet, les CNIF ont mis en place plusieurs stratégies de mobilisation de ressources internes.

49. La mission relève que les facteurs de durabilité acquis par ces CNIF à ce jour sont : (i) la construction du siège du CNIF Niébé et bientôt d'une maison des filières ; (ii) l'acquisition d'un capital connaissance au travers des multiples formations dispensées ; (iii) la mise en place de stratégies de mobilisation des ressources internes et de services aux membres dégagant des marges bénéficiaires : (a) les frais d'adhésion et de cotisation des membres ; (b) le paiement des prestations de suivi (stock, contrôle qualité, SIM et médiation) des contrats (3 000 FCFA pour l'OP et 3 000 FCFA pour l'OM par contrat) ; (c) des marges bénéficiaires prévues sur l'activité de la future centrale d'emballage (5 FCFA par sachet) ; (d) l'approvisionnement en phosphate.

50. Cependant, des risques sur la durabilité des actions demeurent : (i) une partie des financements nécessaires pour la bonne conduite des plans d'action reste à mobiliser auprès d'autres partenaires (processus en cours) ; (ii) tous les responsables des CNIF (gérants, présidents des différents comités) sont bénévoles ; (iii) les frais de descente sur le terrain pour le contrôle qualité sont aujourd'hui co-financés avec le Projet ; (iv) les marges bénéficiaires prévues sur les emballages semblent très infimes compte tenu de la marge en valeur ajoutée que les acteurs peuvent tirer de la meilleure image de leurs produits .

51. **La gestion communautaire du matériel agricole** : Les exploitations familiales qui ne disposaient pas de matériels agricoles étaient obligées de les louer à des prix variant de 25.000 à 30.000 FCFA pour effectuer des semis. Le PAFA a initié la gestion communautaire du matériel agricole. Elle consiste à mettre un lot de matériels (semoirs et houes) au niveau des OP porteuses des SPAM et sur la base de calendrier accepté, le comité de gestion met à la disposition des ménages ce matériel. Cette initiative a permis aux groupements de femmes et de jeunes ruraux de disposer de matériels agricoles et à des petits producteurs de pouvoir semer en même temps que les autres en respectant les itinéraires techniques. Ainsi le projet a appuyé 235 OP a bénéficier de 2258 semoirs, 1171 houes occidentales et 40 houes sine. Les revenus tirés servent à l'entretien et au renouvellement du matériel.

52. **Semis à humide du mil** : Pour lutter contre le Striga et sécuriser l'investissement des producteurs et productrices, le projet en partenariat avec la recherche, les projets et programmes, recommande aux porteurs de sous projets la réalisation du semis du mil à humide après labour profond. Cette technique adoptée par les porteurs des sous projets de la première génération a donné des rendements record avec des pics de 2250 kg/ha dans un contexte marqué par un déficit pluviométrique.

53. **Plateforme de services Aviculture Villageoise Améliorée** : Afin de rendre beaucoup plus compétitive l'Aviculture Villageoise Améliorée, une Plateforme de Services a été mise en place à Thiawandou dans le département de Kaolack pour la professionnalisation de la filière au profit des petits exploitants. Cette Plateforme équipée d'un centre d'abattage, d'une unité de conditionnement et de conservation, d'une boutique et d'un bureau offre aux producteurs de la filière un cadre qui leur permet de mettre aux normes leurs produits. En outre, cette Plateforme offre un appui conseil à ses membres dans le domaine du renforcement de capacités, de l'intermédiation, de la mise en relation et du partenariat. Aujourd'hui, grâce aux services offerts, les groupements ont commercialisé à travers cette plateforme 8 000 poulets correspondant à 12 tonnes de viande d'un montant de 36 millions FCFA pour la seule période de mai 2015 à mars 2016. Le partenariat avec le service régional de l'élevage de Kaolack permet d'apporter un suivi et une assistance technique des opérations.

54. **Couveuses pétro solaires** : Le projet a facilité à la Plateforme de Services l'obtention de trois couveuses pétro solaires d'une capacité de 1000 sujets par couveuse. Elles permettent d'améliorer les taux d'éclosion, de réduire les pertes et de mettre sur le marché au minimum 3000 poussins par couvaion. L'offre de poussins d'un jour est ainsi garantie dans la zone alors que précédemment, les commandes venaient de Dakar avec d'énormes pertes durant leur transport. A date, 276 000 poussins ont été recensés dans les 80 sous projets AVA.

55. **Association pisciculture/maraichage** : La pisciculture est introduite dans le but de permettre aux bénéficiaires l'accès aux protéines animales et d'améliorer la qualité de l'eau d'irrigation. L'élevage de poisson et le maraichage joue un rôle dans l'alimentation. L'association pisciculture maraichage s'explique non seulement par le souci d'augmenter la disponibilité d'un produit riche en protéines et en acides gras essentiels afin d'accroître le revenu et le niveau de vie des femmes.

56. **La promotion du consommateur local** : Afin de promouvoir le « consommateur local », le projet a facilité la formation de maîtres hôteliers de restaurants de la zone d'intervention. Elle a eu comme objectif l'introduction dans les menus et cartes des hôtels de plats préparés à base de produits locaux. Deux restaurants spécialisés dans les plats locaux sont ouverts dont un à Nganda et un autre à Kaolack. Le restaurant de Nganda vient de remporter le Grand prix du Chef de l'Etat des innovations. L'innovation a porté sur la fabrication du jus de Nguer³. Les émissions « waagnou PAFA » réalisées à travers les chaînes de télévision et les caravanes promotion des produits locaux participent à la promotion du consommé local.

³ Le Sirop de Nguer de la fédération des productrices et transformateurs de Nganda a obtenu de prix de l'innovation 2015.

57. **La promotion de la farine enrichie :** Pour contribuer à la lutte contre la malnutrition infantile dans sa zone d'intervention, les opérateurs de marché « Xaritou Xaleyi⁴ » de Kounghoul et ETS Keur Yaye Abi Ndao de Kaolack, Association des Femmes de Ndoukoumane (AFND), Manko de Guinguinéo, appuyés par le PAFA, ont développé, une farine enrichie pour les enfants de six mois à deux ans. La farine est constituée des produits locaux suivants : maïs, mil, niébé, huile de palme, etc. La valeur énergétique est évalué à 40 kcal/100g. Cette farine est en train d'être utilisée par les ONG ASBEF, Plan International et CCF, l'Agence d'Exécution du Programme Nationale de Nutrition. Suite à l'amélioration de l'emballage, le produit est en vente dans les rayons des pharmacies, dans les boutiques et dans les grandes surfaces.

58. **Le céréalac à base de mil :** Grâce à un partenariat Nestlé et ALIF Groupe engagé dans les contrats OP/OM, ce produit a été mis sur le marché depuis juin 2014. Ce produit est aujourd'hui distribué dans les pharmacies et dans les grandes surfaces.

59. **Financement Intrants Agricoles.** Le cofinancement dégressif des intrants et matériels agricoles entre le projet et les acteurs des filières a été retenu comme principe de mise en œuvre. En première année, le projet a appuyé à hauteur de 80% contre 20% apportés par les bénéficiaires sur le financement de 40 sous projets. En deuxième année, le projet a appuyé à hauteur de 60%, les bénéficiaires 40%. En troisième année, PAFA 40%, bénéficiaires 60% et en quatrième année, PAFA 0%, bénéficiaires 100% pour le financement de 328 sous projets à date. Pour garantir la durabilité de ce financement, le projet a mis en place «l'épargne intrants» que le producteur dépose en nature auprès de l'organisation de producteurs après la récolte. Les procédures d'acquisition d'intrants et de matériels agricoles sont effectuées entièrement par les membres des OP, qui ont fini par développer des relations de confiance avec les fournisseurs d'intrants. Aujourd'hui, les 39 OP de la G1, 77 OP de la deuxième génération et 118 OP de la troisième génération mobilisent à 100% leurs besoins en financement de leurs sous projets. Les OP ont développé la mise à l'échelle de leurs sous projets au sein de leurs membres qui sont au nombre de 3 987 ménages portant ainsi à 5 096 ha les superficies augmentées par elles-mêmes avec l'application des bonnes pratiques.

60. **Internalisation du conseil agricole.** Pour renforcer le niveau d'adoption des bonnes pratiques agricoles et d'élevage, le projet a facilité l'identification au niveau de chaque OP des Conseillers à l'Exploitation Familiale (CEF) chargés du conseil et suivi de mise en œuvre des activités des sous projets. Ces personnes ressources endogènes membres des OP, au nombre de 800 au départ, ont assuré en relation avec les Conseillers agricoles ruraux (CAR) la démultiplication des formations sur les bonnes pratiques agricoles et d'élevage et le suivi quotidien de la mise en œuvre des sous projets. Suite aux résultats encourageants et à la mise à l'échelle de leurs sous projets, certaines OP, ont recruté en leur sein 296 CEF supplémentaires portant actuellement ce nombre à 1096 personnes. Ces CEF sont entièrement pris en charge par les OP.

61. **Contractualisation entre OP et OM :** La mise en relation entre les OP et les OM a permis aux producteurs d'accéder aux marchés et de vendre à des prix rémunérateurs. A ce jour, le couple OP/OM est au nombre de 313. Ces couples constituent des leviers pour garantir aux petits producteurs et productrices, l'accès aux marchés. Il garantit également aux OM la disponibilité d'un produit de qualité.

62. **Information sur les marchés.** Dans le but de rendre transparentes les transactions commerciales entre les couples OP/OM, les Cadres Nationaux d'Interprofession Filières (CNIF) donnent des informations sur les prix dans les marchés de référence. Les CNIF ont été formées sur l'utilisation de la plateforme « Yeglé » permettant de diffuser des informations sur le prix, les intrants, l'évolution des stocks, etc. Les CNIF à partir de leur page web disposent d'une base d'informations sur les prix, les Opérateurs de marché et les marchés.

Composante Adaptation au changement climatique

63. Les activités programmées jusqu'au 31 mars 2016 ont porté sur la poursuite du renforcement des capacités, sensibilisation, gestion des connaissances en matière d'adaptation au changement climatique, la mobilisation des ressources en eau à usage multiple à travers des aménagements de vallées et la récupération de l'eau et gestion des bassins versants et enfin la conservation de l'eau et efficacité de l'irrigation.

⁴ Xaritou Xaleyi a obtenu le grand prix du chef de l'Etat pour la transformation en 2014 et le prix All Africa du leadership Féminin dans l'Artisanat en mars 2016.

64. Les actions de **renforcement des capacités, sensibilisation et gestion des connaissances** ont contribué à la compréhension, à la sensibilisation et à la prise en compte du phénomène de changement climatique aussi bien au niveau des producteurs qu'au niveau des autres parties prenantes. L'effet du renforcement des capacités des acteurs a contribué à redonner confiance aux producteurs, en particulier les jeunes et les femmes qui, visiblement satisfaits des résultats de leurs activités sur le terrain, sont de plus en plus demandeurs d'intrants agricoles, de terres de plateau pour la culture du riz et davantage de superficies aménagées au niveau des périmètres maraîchers.

La mobilisation des ressources en eau et des terres a concerné plusieurs volets :

65. *Aménagement des vallées* : quatre sites dans la région de Fatick sont en cours d'aménagement pour la récupération des terres salées et la production de riz pour la campagne agricole 2015/2016. Il s'agit de :

- **Vallée de Farandole** où une digue anti-sel est en cours de réalisation en vue de sécuriser **165 ha** pour la production de riz. L'exécution des différents ouvrages est en cours comme l'atteste la photo ci-dessous.
- **Vallée de Nderderleng** : l'intervention du PAFA a consisté à renforcer les aménagements réalisés par le programme USAID Wula Nafaa par la construction de deux digues afin de rendre plus opérationnelles le stockage et régulation de la lame d'eau du bas-fond. L'aménagement en cours d'exécution vise la mise à disposition de **370 ha** pour la riziculture et un périmètre maraîcher clôturé de **30 ha** qui sera muni de 20 puits et de 80 bacs d'irrigation.
- **Vallée de Ndiaye Ndiaye** : 7 ha
- **Vallée de Ndiémou** : 10 ha

66. Au total c'est 552 ha de terres que le processus de salinisation avait rendues impropres à l'agriculture qui ont été mis à la disposition des populations qui avaient perdu d'espoir face à la persistance des effets des changements climatiques. Avec les bonnes pratiques agricoles, les bénéficiaires exploitent rationnellement ces terres.

67. *Réalisation/réhabilitation de périmètres maraîchers* : Ce sont des aménagements destinés principalement aux jeunes et aux femmes qui ont connu un essor fulgurant passant de quatre sites à la première mission de supervision à 23 sites au 31 mars 2016 dont huit sites ci-dessous sont mis en valeur au cours de la période 2015/2016 du PTBA :

- **Périmètre maraîcher de Batal** : C'est un périmètre clôturé de 5 ha muni d'un forage qui a été réhabilité par BARVAFOR et équipé d'un groupe électrogène comme source d'énergie du pompage de l'eau. L'appui du PAFA consiste en la construction de 30 bassins, la fourniture et la pose de canalisations, de compteurs à eau et des vannes. Une haie vive sera mise en place pour renforcer la clôture. 60 producteurs essentiellement des jeunes dont seulement une quinzaine de femmes disposent chacun de 140 m² de surface exploitable. Bien qu'il ait prévu une diversification de la production au niveau de ce périmètre la première campagne, démarré en début 2016, porte sur 3,25 ha essentiellement à base d'oignons en raison des contraintes climatiques. Les bénéficiaires estiment atteindre pour cette première campagne un rendement moyen estimé à 40 tonnes/hectare. L'irrigation se fait manuellement et demande plus de 10 heures par jour pour couvrir les 3,25 ha en culture.
- **Périmètre de Taïba Nianghéne** : **2 ha**, périmètre clôturé, alimenté en eau par un puits avec mini château d'eau de 8 m³ et de 4 bacs d'irrigation, des canalisations et accessoires et l'installation d'un système de pompage solaire de 60m³/j.
- **Périmètre de Talléne** : **1,5 ha**, la réhabilitation consiste à la construction d'un mini château d'eau de 8 m³/2m, la construction de deux bacs d'irrigation, la fourniture, la pose de canalisation et d'accessoires, l'acquisition et l'installation d'un système de pompage solaire. Les travaux ont été réalisés et le périmètre est mis en service.
- **Périmètre de Mérina Syll** : **1,5 ha**, Les travaux de réhabilitation concernent la construction d'un mini château d'eau de 8m³/2m, la réalisation de quatre bacs d'irrigation, la fourniture et la d'accessoires, l'acquisition et l'installation d'un système de pompage solaire de 60 m³/J. Les entreprises sont recrutées et les conventions signées. Les travaux ont été réceptionnés et le périmètre est mis en service.
- **Périmètre de Combélane** : **4 ha**, la réhabilitation consiste à mettre en place un réseau d'irrigation au goutte-à-goutte. Les travaux ont consisté au renouvellement du réseau de chacune des 60 parcelles de 500 m² qui constitue une unité d'irrigation autonome avec une porte

rampes en PEHD de 40 mm, des lignes de goutteurs et une tête de contrôle avec des vannes, compteurs, filtres et manomètres. Les bénéficiaires ont été formés sur les techniques d'entretien et de maintenance.

- **Périmètre de Thiaré: 1 ha**, le périmètre est irrigué avec l'excédent d'eau de forage. Les travaux d'aménagement relatifs à la construction de 4 bacs d'irrigation, la fourniture et la pose de canalisation et d'accessoires et la mise en place d'une clôture grillagée de 400 mètres linéaires sont réceptionnés et le périmètre est en mise en valeur.
- **Périmètre de Darou Keur Ibra Ségnane : 1 ha**, les sources d'eau du périmètre sont deux puits de niveau statique de 2m et de lame d'eau de 2m. Les travaux d'aménagement relatifs à la construction de quatre bacs d'irrigation, fourniture et pose de canalisation et d'accessoires et la mise en place d'une clôture grillagée de 400 m linéaires sont réceptionnés et le périmètre est en mise en valeur. Les femmes font l'exhaure manuelle et la perspective est de faire la mise en eau des deux puits et d'installer au niveau de chaque puits une pompe solaire de 30 m³/j.
- **Périmètre de Senghor : 1 ha**, le périmètre dispose de trois puits, d'un réseau de canalisation et de bacs fonctionnels. L'appui du projet a consisté à la mise en place d'une clôture grillagée et la mise en valeur. Les femmes font l'exhaure manuelle et la perspective est de faire la mise en eau du puits principal et d'y installer une pompe solaire de 60 m³/j.

Appui au comité de gestion et de maintenance des PM

68. 11 comités de gestion et de maintenance ont été redynamisés et six nouveaux ont été créés en plus de cela les outils de gestion et de maintenance sont mis dans les périmètres. Les comités de gestion sont composés de 429 personnes dont 116 hommes, 222 femmes, 33 jeunes garçons et 58 jeunes filles.

Programme autosuffisance en Riz

69. Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan Sénégal Emergent, le Sénégal ambitionne d'atteindre son autosuffisance en riz en 2017. Ainsi, le PAFA, pour participer à l'atteinte de cet objectif a appuyé 24 organisations de producteurs pour l'emblavement de 1457 ha de riz (dont 780 ha de bas-fonds et 677 ha de plateau) au profit de plus de 3 500 ménages.

70. En effet, le projet accorde une attention particulière à la filière riz en raison des fortes potentialités qu'elle offre aux femmes et aux jeunes.

71. **Production** : Les rendements moyens obtenus ont variés de 1 tonne à 3.5 tonnes par hectare. La production est évaluée à 3 621 tonnes de riz dont 2 421 T de bas-fond et 1 200 T de plateau. Pour une première année de production les résultats sont très encourageants.

72. **Mise en place des batteuses riz** : Le projet a financé sept groupements de producteurs pour l'acquisition de batteuse et de mini rizerie.

73. La mise en place des batteuses a occasionné la création d'emplois pour 56 jeunes. Ces jeunes ont été formés sur l'utilisation des batteuses et sur le mode de gestion financière. Depuis la mise en place de ces batteuses, ces petites entreprises rurales de battage ont pu battre 395 T de riz pour une valeur de 5 925 000 FCFA.

74. **Multiplication de semences de riz**. La multiplication de semences a porté sur 200 ha de Nerica 6, Nerica 1, Arica 4 et de Nerica 12. Ainsi 84 T de semences sont collectées pour la certification et permettra d'emblaver au moins 2 500 ha pour la campagne 2016/2017.

75. **Installation de kits de biogaz**. Afin d'apporter une réponse efficace et propre, d'une part à la demande en combustible de cuisine (voire en éclairage), d'autre part à la valorisation des déchets organiques domestiques par la production d'un engrais biologique performant, le PAFA a initié en phase test l'installation de sept kits de biogaz. Une convention a été signée avec l'ONG AVSF pour la mise en place des kits selon les normes techniques mais aussi de former des maçons au niveau local pour faciliter la démultiplication. Ces installations vont permettre de :

- Doter les ménages choisis en bioénergie pour la cuisson et l'éclairage ;
- Atténuer les travaux pénibles des femmes ;
- Améliorer la santé en limitant les inhalations de fumées dues à la cuisson avec le bois et le charbon de bois ;
- Lutter contre le réchauffement climatique ;

- Améliorer les rendements des cultures par un amendement avec le digestat obtenu (résidu des bios digesteurs).

76. Il a été réalisé la construction de six bio-digesteurs à Kane Kane, Niakhar, Thiawando, Keur Bouka, Koné Sérère et Fass Nguérane. Six maçons ont formés sur la construction dont un par site. Trois personnes (le bénéficiaire, le maçon et le chef de ménage) par site ont été formées sur l'utilisation et l'entretien du bio digesteur.

Composante Service d'appui à la Finance Rurale (SAFIR).

77. Le gouvernement a proposé d'intégrer le SAFIR au Fonds d'Appui au Développement du Secteur Rural (FADSR) au plus tard le 31 décembre 2016, date de clôture du SAFIR, pour en garantir la durabilité. A cet effet, le Ministre de l'Agriculture et de l'Équipement Rural (MAER) a écrit au Ministre de l'Économie, des Finances et du Plan pour des dispositions idoines à prendre pour la concrétisation de cette intégration. Le personnel du SAFIR a quitté l'UCP depuis le 31 décembre 2015. Compte tenu du financement important du SAFIR en faveur des OP appuyés par les projets supportés par le FIDA (PAFA, PAFA-E et PADAER), le FADSR devra prendre toutes les dispositions requises pour garantir la bonne poursuite de ce financement en faveur de ces OP dans l'avenir. Sans ce financement, les OP ne seraient pas en mesure d'atteindre leurs objectifs escomptés.

Activités du don 4P SNV/PAFA.

78. L'initiative Partenariat Public-Privé-Producteurs (4P) FIDA-PAFA vient apporter une synergie d'actions permettant de relever les enjeux majeurs liés à la valorisation des produits agricoles pour lever les goulots d'étranglements pour le développement des chaînes de valeurs durables. Les principaux résultats obtenus à ce jour sont : (i) la réalisation d'une mission de pré diagnostic ; (ii) la tenue d'une session de formation en élaboration de plans d'affaires pour les chefs d'entreprise et les membres des CNIF (17 participants dont huit femmes) ; (iii) l'élaboration et finalisation des plans d'affaires pour 11 unités. SNV est en train de finaliser la sélection de quatre cas d'entreprises 4P prometteurs. Un atelier participatif, aussi avec l'implication de CNIF, pour la validation des quatre cas sera organisé avant le 15 mai 2016.

D. État d'avancement de l'exécution du Projet

79. **Suivi-évaluation des activités.** L'architecture générale du système de suivi évaluation (SSE) du PAFA a été actualisée en 2015 pour intégrer les recommandations de la revue à mi-parcours sur le SE et pour harmoniser le SSE du PAFA avec celui du PAFA-E, en prenant en compte la nouvelle situation induite par l'incorporation de volets et l'extension géographique. Le Manuel de Suivi & Evaluation a été actualisé et validé, ainsi que les outils de suivi et de collecte des données sont paramétrés. Le test de l'application informatique du SSE est finalisé, comme recommandé par la dernière mission de supervision; le logiciel est actuellement opérationnel et est en phase d'utilisation par l'équipe du programme.

80. Le SSE mis en place a permis de fournir aux principaux acteurs les informations et les analyses nécessaires pour (i) le pilotage du programme; (ii) le suivi de la planification des activités du PTBA; (iii) le suivi des résultats; et (iv) la mesure de l'impact. Le système a permis aussi de fournir les rapports périodiques, les tableaux de bord des missions de supervision et les résultats SYGRI de 1er, 2e et 3e niveau.

81. Le suivi des résultats a été effectué à partir des fiches de collecte, des enquêtes de référence complétées par des enquêtes sur la vulnérabilité des ménages bénéficiant de sous projets, d'ateliers d'autoévaluation et des études thématiques. Certaines études spécifiques recommandées par les missions de supervision antérieures, comme l'évaluation de l'association pisciculture/maraîchage en termes d'amélioration de l'alimentation, de fertilisation du sol et d'augmentation des revenus des producteurs (voir le rapport de supervision de novembre 2015) n'ont pas été menées, car l'équipe du PAFA a préféré atteindre l'évaluation finale et le rapport d'achèvement du programme pour inclure ces aspects.

82. La mesure de l'impact est obtenue grâce aux enquêtes SYGRI et à des études ponctuelles sur la situation de l'objectif de développement. En conformité avec le Manuel de Suivi & Evaluation du PAFA et avec les lignes directrices du FIDA, les indicateurs SYGRI de troisième niveau sont renseignés au

début et à la fin du programme. Comme la date d'achèvement du PAFA est dépassée, il est nécessaire de renseigner ces indicateurs. Par conséquent, la mission recommande que la cellule de SE prenne les dispositions nécessaires pour conduire l'enquête SYGRI finale afin de renseigner les indicateurs de troisième niveau. Les résultats de cette enquête seront disponibles au plus tard fin septembre 2016.

83. La base de données du PAFA sera transmise au Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural (MAER) avant la clôture du programme. Toutefois l'absence d'un système de suivi informatisé au niveau du Ministère pourra poser des difficultés pour l'exploitation et la gestion de cette base de données. Il est prévu que la question de la création d'un système de suivi sectoriel sera discutée et prise en compte dans la mise en œuvre du PAFA-E dans le cadre d'un appui institutionnel à la DAPSA.

84. **Cohérence entre le PTBA et exécution.** Le suivi du PTBA est parfaitement maîtrisé. Le logiciel est à jour et les tableaux de suivi édités sont utilisés pour le pilotage du projet. La cohérence entre le PTBA et l'exécution est bien prise en compte en ce sens que chaque activité du PTBA est liée à un indicateur. Les activités programmées ont été déclinées en tâches et au début de chaque mois une réunion de planification mensuelle permet de mieux ajuster les programmations annuelle et trimestrielle. Le PTBA est suivi en termes de valeurs cibles. Le taux d'exécution physique du PTBA 2015/2016 au 31 mars 2016 est de 77%. Le taux d'exécution financier est de 65 %.

Efficacité de la stratégie de ciblage et inclusion des Jeunes.

85. La performance du Projet en matière de ciblage est très satisfaisante. Le Projet a touché 37 734 ménages vulnérables, dont 62% de femmes et 35% de jeunes porteurs de sous projets (SPDF et SPAM). La stratégie de ciblage adoptée a réussi à inclure les familles les plus vulnérables et, à leur intérieur, les femmes et les jeunes en particulier. Cela a été possible grâce à une stratégie axée sur les éléments suivants : i) le choix de filières dans lesquelles les ménages les plus pauvres, les femmes et les jeunes sont plus présents et peuvent s'intégrer facilement ; ii) l'auto-ciblage des bénéficiaires, qui demande aux OP porteuses de SPAM d'identifier les ménages les plus vulnérables ; iii) la mobilisation des groupements de femmes, et des Associations Sportives et Culturelles (ASC) qui regroupent les jeunes ; iv) l'approche ménage et la sensibilisation des OP pour les encourager à choisir – à l'intérieur des ménages identifiés comme étant les plus vulnérables - les femmes et les jeunes comme porteurs de sous-projets ; v) les critères de notation détaillés qui favorisent les ménages les plus vulnérables et le poids élevé accordé aux organisations ayant ciblé les femmes et les jeunes dans les SPAM ; vi) les PM qui ciblent exclusivement les femmes et les jeunes.

86. L'auto-ciblage par les OP porteuses des SPAM a permis de s'assurer que les plus vulnérables bénéficient des opportunités offertes par le projet. Cette stratégie a aussi contribué à éviter le survenir de fractures qui auraient pu se créer à l'intérieur des OP pour le traitement préférentiel reçu par les ménages les plus vulnérables. Au contraire, on note la prise en charge des couches plus vulnérables par les OP même après la fin de l'appui du PAFA.

87. Deux aspects du PAFA qui ont également contribué à bénéficier les couches plus vulnérables sont : i) la flexibilité dans le cofinancement dégressif des intrants agricoles, qui a permis aux producteurs plus vulnérables d'accéder aux services du Projet et d'améliorer graduellement leur autonomie financière ; ii) l'assistance aux femmes et aux jeunes pour négocier leur accès au foncier au sein de leurs ménages et avec les communes rurales.

88. Dans la mise en œuvre de la stratégie de ciblage, une attention particulière a été accordée aux ménages dirigés par des veuves et des personnes handicapées. Trois OP composées de personnes handicapées ont été appuyées dans la filière de l'aviculture.

89. **Parité homme/femme.** La stratégie genre du PAFA a porté ses fruits et a favorisé l'accès des femmes aux ressources et aux services du Projet. Les femmes représentent 62% des bénéficiaires des SPAM, 38% des CEF, 90% des OM (femmes transformatrices), 59% des bénéficiaires des SPDF et 71% des bénéficiaires des PM. Les femmes ont bénéficié au même titre que les hommes des mêmes superficies à emblaver (2 ha pour le mil ; 1 ha pour le sésame, 1 ha pour le niébé ; 1 ha pour le maïs et 0,5 ha pour le bissap). Dans les PM aménagés avec l'appui du projet (1085 ménages en total) les femmes (tout âge confondu) représentent 53% et les jeunes filles 29%. Le Projet a aussi soutenu les groupements de base féminins appuyés par le projet pour obtenir la régularisation et la reconnaissance juridique, ainsi que leur professionnalisation dans la gestion des activités de

production et de service. Les femmes sont également bien représentées dans les CNIF où elles occupent 56% des postes exécutifs.

90. **Inclusion des jeunes.** Les jeunes représentent environ 35% de bénéficiaires du Projet. 45 ASC regroupant des jeunes ont été appuyées et sont devenues de fait des organisations économiques. Le revenu moyen d'un jeune inséré dans les SPAM est de 400 000 francs CFA par campagne. Les jeunes représentent 50% des bénéficiaires des CEF. On note un engouement très encourageant des jeunes et un recul de l'exode rural dans les villages où le Projet a appuyé l'insertion des jeunes ruraux dans des activités agricoles qui procurent un revenu compétitif avec celui qu'obtiennent les jeunes en exode. Dans plusieurs sites, les jeunes appuyés par le PAFA ont affirmé que beaucoup de jeunes non bénéficiaires du Projet ont commencé des activités agricoles inspirés à celles du PAFA, et ont exprimé leur intérêt à créer des nouveaux PM. Cela représente un bon signe en termes de durabilité des acquis du PAFA.

91. En termes de représentation des jeunes dans les organes décisionnels des organisations, on constate une présence des jeunes relativement forte dans les CNIF (28 sur 96 membres des instances CNIF sont jeunes). Des données sur la représentation des jeunes dans les organes décisionnels des OP de base sont disponibles et pourraient être exploités d'avantage. La mission recommande de les analyser et d'insérer cette analyse dans le rapport d'achèvement du Projet.

Gestion des savoirs, innovations et apprentissage.

92. **Innovations et apprentissage.** En matière d'innovations et de bonnes pratiques, le projet a produit un nombre important de bonnes pratiques/innovations dont certaines ont été testées et validées et d'autres en voie de consolidation. Le processus de mise à échelle de ces innovations est déjà en cours, par exemple à travers les échanges avec le PAFA-E, le PADAER et autres projets qui ne sont pas appuyés par le FIDA, comme le projet Natal Mbai financé par USAID. Les innovations/bonnes pratiques développées ont été déjà citées à plusieurs reprises: a) la contractualisation entre OP et OM; b) le cofinancement dégressif des intrants agricoles ; c) l'internalisation du conseil agricole au sein des OP ; d) la promotion du consommateur local; e) la stratégie de ciblage; f) la gestion communautaire du matériel agricole; g) le modèle développé par l'aviculture villageoise améliorée et la plateforme de service; h) l'association pisciculture/maraîchage; i) la farine enrichie pour contribuer à la lutte contre la malnutrition infantile; j) le céréac à base de mil; et k) la semis à humide du mil. La mission a aussi apprécié la pratique introduite par le PAFA de sélectionner chaque année les sous projets plus performants et leur donner un prix, car elle crée une dynamique qui motive les bénéficiaires à attendre les résultats.

93. **Gestion des savoirs.** Des films documentaires sur certaines innovations, bonnes pratiques et réalisations du PAFA ont été produits ainsi que des livrets de capitalisation. Le PAFA est en train de procéder à la capitalisation de sa stratégie d'intervention et de ses résultats en vue de la préparation du rapport d'achèvement et de l'organisation de l'atelier de clôture. Une boîte à images a été aussi développée. Un film documentaire sur les résultats et les effets du PAFA est en train d'être réalisé ainsi qu'un document final de capitalisation sur les innovations et les bonnes pratiques (un consultant a été recruté). Afin de garantir une diffusion des informations à large échelle, il est nécessaire que ce document, une fois finalisé, soit partagé à tous les niveaux (acteurs des filières, partenaires financiers, techniques et institutionnels, autorités administratives, autres projets, etc.). La mission est d'avis que ce document doit inclure une référence aux supports de capitalisation imprimés et audio-visuel existants. En outre, il est important que le PAFA, mais aussi le FIDA et les Ministères partenaires, assurent une ample participation de tous les acteurs et partenaires à l'atelier de clôture du programme.

94. En ce qui concerne l'apprentissage, il faut mentionner l'organisation des ateliers d'auto-évaluation des SPAM. C'est une démarche qui permet aux différents acteurs d'apprendre et de capitaliser les réussites, identifier les contraintes et tirer les enseignements en cours de mise en œuvre des sous projets. De plus, des visites d'échanges ont été organisées pour les bénéficiaires des sous-projets du PAFA-E de la région de Louga pour qu'ils puissent apprendre des bonnes pratiques développées par le PAFA.

95. **Rapport d'achèvement du PAFA.** La date d'achèvement du PAFA est le 31 mars 2016. A partir de cette date, le programme a six mois pour la finalisation du rapport d'achèvement qui devra mettre

bien en valeur les résultats atteints et l'impact du PAFA. Les termes de référence pour la réalisation de l'évaluation finale du PAFA sont finalisés et la procédure pour le recrutement de l'équipe de consultants a été lancée en mars 2016. Le projet devra préparer les études spécifiques préalables à cette activité.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Prendre les dispositions pour lancer l'enquête SYGRI finale et renseigner les indicateurs de troisième niveau	UCP/RSE	Immédiat
Assurer la diffusion à tous les niveaux du document final de capitalisation	UCP	Septembre 2016
Prendre les dispositions pour la finalisation du RAP	UCP/Consultant	31 juillet 2016

E. Aspects fiduciaires

96. **Appréciation d'ensemble.** Globalement, la gestion administrative, financière et comptable s'est déroulée de façon satisfaisante durant la période mise en œuvre des activités du Projet. Les différentes échéances contractuelles et de reporting ont été respectées, de même, les comptes spéciaux ont été bien tenus. En matière d'audit, les revues effectuées n'ont pas remis en cause la gestion normée des aspects fiduciaires. Au plan des performances opérationnelles, les taux de décaissements réels sont de : i) 99,10%/Prêt/FIDA et 78,37%/Don FIDA ; ii) 26,4%/Prêt/OFID et 44,45%/Don FEM. Enfin, le taux d'exécution de la contrepartie est de 20,1% et celui de la contribution des bénéficiaires, de 158,3%.

97. Logiciel de gestion. A date, la prise en charge par le concepteur du logiciel, des nouveaux formulaires de mobilisation des ressources (smart/SOE), n'est pas encore réalisée. Ainsi, la génération automatique des DRF, à partir du logiciel Tom2Pro n'est pas effective d'où l'établissement des DRF sous Excel depuis la DRF 33 du 03 février 2015. La mission est d'avis que cette question devra être définitivement réglée avant le 31/05/2016 pour permettre au PAFA-E d'utiliser ces nouveaux formulaires.

98. Gestion des Immobilisations. L'inventaire des immobilisations pour la clôture des comptes 2015, réputé clos le 31/12/15, a été réalisé du 19/12/15 au 31/12/15. Les données physiques rapprochées avec les données comptables ont fait l'objet d'un rapport qui sera mis à la disposition de l'audit. Par ailleurs, suite à un accident survenu le 10 janvier 2016, le véhicule LAND CRUISER AD 0982 TTD1 n'est plus fonctionnel. A cet égard, le Projet devra prendre toutes les dispositions nécessaires auprès de l'Agence judiciaire de l'Etat pour accélérer la procédure d'indemnisation.

99. Gestion du personnel. L'effectif actuel du projet est de 32 employés (15 cadres et 17 agents d'appui), dont : 15/FIDA/FIDA ; 01/PAFA/OFID ; 14/PAFA-E/FIDA (04/siège, 10/antennes) ; et 02/Don FEM. Par ailleurs, l'évaluation du personnel, basée sur les objectifs de 2015 et des résultats atteints pour la même période, a été réalisée en février 2016. Les résultats y relatifs seront transmis au FIDA avant le 31 mai 2016.

100. Les droits du personnel à l'achèvement (31/03/2016) et à la clôture (30/09/2016), se chiffrent à 71 828 181 FCFA dont 54 392 548 FCFA/FIDA ; 6 276 900 FCFA/OFID ; 1 410 775 FCFA/FEM ; 7 317 698 FCFA/SAFIR ; 2 430 260 FCFA/BCI. Une première tranche, d'un montant de 51 417 270 FCFA, a été payée dont : i) 7 317 698 FCFA le 31/12/2015 aux agents du SAFIR ; ii) 44 099 572 FCFA le 18 mars 2016 au personnel du PAFA (36 893 847 FCFA/FIDA ; 6 276 900 FCFA/OFID ; 928 825 FCFA/FEM). Les indemnités du personnel BCI de 2 430 260 FCFA sont en cours de liquidation. La deuxième tranche d'un montant de 17 980 651 FCFA, sera payée avant la 31/09/2016, date de clôture du Projet.

Gestion financière et Décaissements

101. PTBA d'achèvement 2015/2016. Au 31/03/2016, ce PTBA, d'un montant de 2 994 170 000 FCFA, a été exécuté à hauteur de 1 958 783 126 FCFA, soit un taux d'exécution de 65%. Les taux par bailleur sont respectivement de : 86%/Prêt/FIDA ; 80%/Don/FIDA ; 38%/Etat ; 69%/OFID ; 182%/Bénéficiaires ; 60%/Don FEM et 53%/BOAD. Les taux d'exécution par composante sont de : 68%/C1 ; 71%/C2 ; 65%/C3 ; 59%/FEM ; 118%/C/SAFIR. Pour le FEM, les composantes affichent les taux suivants : 39%/C1 ; 87%/C2 ; 50%/C3 ; 46%/C4 ; 79%/C5. Concernant le suivi de l'exécution des PTBA, le PAFA a enregistré les taux d'exécution suivants : 73%/2010-2011 ; 78%/2012 ;

94%/2013 ; 98%/2014, 65%/2015/2016 pour un taux moyen sur la période de 84%, ce qui est globalement satisfaisant.

102. Déboursments par bailleur. Le coût du projet est de 31,609 millions USD. Au 31/03/16, les déboursments réels totaux se chiffrent à 20 729,20 millions USD, soit un taux de 65,6%. Les taux d'exécution par bailleur sont respectivement de : 96,3%/FIDA ; 73,7%/Don FIDA ; 26,4%/OFID ; 20,1%/ETAT ; 158,3%/Bénéficiaires. Les déboursments par bailleurs et par composante sont de : 76,5%/Composante 1 «Diversification Agricole et Accès au Marché » ; 43,3% /Composante 2 « Développement et Structuration des Filières » ; 91,1%/ Composante 3 « Concertation Nationale, Gestion des Savoirs et Coordination ». Le taux de déboursments du FEM est de 40,3% et les taux par composante se présentent comme suit : 23.27%/Composante 1 «Renforcement des capacités» ; 32.23%/Composante 2 « Récupération de l'eau et gestions des bassins versants » ; 48.37%/Composante 3 « Conservation de l'eau et efficacité de l'irrigation » ; 30.55%/Composante 4 «Suivi et évaluation » ; 88.19%/Composante 5 « Gestion du Projet ».

103. Décaissements du prêt FIDA. Au 31/03/16, le montant total décaissé à la DRF N°36 est de 9 018 494,35 DTS, pour une dotation initiale de 9 100 000 DTS, soit un taux de décaissement réel de 99,10%, ce qui est «satisfaisant» selon les Profils de Décaissement par type de Projet (PDP/FIDA). En prenant en compte la DRF 37 en instance d'envoi au FIDA, pour un montant d'environ 320 722,94 DTS, le taux d'exécution sera de 99, 75%.

104. Décaissements du don FIDA. Le montant du Don est de 170 000 DTS. Au 31/03/16, le montant décaissé est de 133 228,85 DTS, soit un taux de décaissement réel de 78,37%, «modérément satisfaisant» selon le PDP/FIDA. En prenant en compte la DRF 07 en instance d'envoi au FIDA, pour un montant d'environ 14 470,39 DTS, le taux d'exécution sera de 86,88%.

105. Compte spécial Prêt et don FIDA. Au 31/03/16, le rapprochement du compte spécial prêt/don FIDA, donne un solde reconstitué de 284 911 810 FCFA pour un solde de la dotation initiale de 284 911 813 FCFA, soit un écart de 03 FCFA, correspondant à la différence entre le montant soumis sur la DRF 25 et le montant payé. A cette date : i) la trésorerie disponible est de 12 402 987 FCFA; ii) la DRF 37/Prêt d'un montant de 260 744 539 FCFA est en cours d'envoi à la Direction de l'Investissement pour contrôle et traitement ; iii) la DRF 07/Don d'un montant de 11 764 284 FCFA est en cours de finalisation à l'UCP.

106. Recouvrement de l'avance initiale prêt FIDA. Le plan de recouvrement de l'avance initiale de 750 00 000 FCFA/995 805,47 DTS est en cours de mise en œuvre. A date, le montant total prélevé sur les DRF 34, 35 et 36 est de 465 088 187 FCFA/622 189,62 DTS. Les prélèvements prévus sur la DRF 37 en finalisation est de 260 744 539 FCFA/320 722,94 DTS. Le montant résiduel de 89 443 752 FCFA/119 999,73 DTS, sera soldé par la DRF 38.

107. Décaissements OFID. Au 31/03/16, le montant total décaissé est de 1 374 525 459 FCFA (environ 2,381millions USD), pour une dotation initiale de 9,028 millions USD, soit un taux de décaissement réel de 26,4%, «insatisfaisant» selon le PDP/FIDA. En tenant compte de la DRF 12, en préparation, pour un montant de 73 322 985 FCFA/127 016.79 USD, le taux sera de 27,78%. A titre de rappel, la date d'achèvement des activités de l'OFID a été prorogée au 31/12/2016. Ainsi, la réalisation des activités en cours d'un montant total de 1 714 549 924 FCFA (environ 2,970 millions USD), va permettre d'atteindre un taux de décaissement de 60,68%. A cette date, les ressources non mobilisées vont représenter alors 39, 32% du prêt, soit, 3, 550 millions USD, ce qui reste très substantiel. A cet égard, les parties à l'accord (MEFP/OFID) devraient statuer rapidement sur une nouvelle prorogation de la date d'achèvement des activités de l'OFID au 30/06/2017, ce qui permettrait de prendre en charge : i) les 53 kms de pistes programmés dans la région de Kaolack (617 319 915 FCFA/1,069 millions USD) dont les études socio-économiques et environnementales sont disponibles ; ii) d'autres infrastructures de soutien à la consolidation des filières agricoles notamment les CDF.

108. Compte spécial OFID. Au 31/03/16, le rapprochement du compte spécial prêt/OFID, donne un solde reconstitué de 249 888 729 FCFA, pour une avance initiale de 250 millions de FCFA, soit un écart de 111 271 FCFA) en moins dans le compte spécial, correspondant aux frais bancaires que la banque devait rembourser depuis le 30/04/13 et la différence constatée sur la DRF 10 entre le montant soumis et le montant payé de 1 091 FCFA. La trésorerie disponible est de 176 565 744 FCFA et la DRF 12 d'un montant de 73 322 985 FCFA, est en préparation à l'UCP.

109. Recouvrement de l'avance initiale OFID. Le Projet devra soumettre avant le 31/05/2016 un plan de récupération de l'avance initiale du prêt OFID dont la date de clôture est prévue pour le 31/12/2016.

110. Décaissements FEM. Au 31/03/16, le montant total décaissé à la DRF 06 est de 2 222 402,25 USD, pour une dotation initiale de 5 000 000 USD, soit un taux de décaissement réel de 44,45%, «modérément satisfaisant» selon le PDP/FIDA. Avec la DRF 07 en phase de finalisation à l'UCP qui prend en compte les dépenses du premier trimestre 2016, pour un montant d'environ 304 236,018 USD, le taux d'exécution sera de 48,42%.

111. Investissements FEM post achèvement. Des financements importants sont actuellement programmés sur les ressources du Don/FEM et ce, après l'achèvement du PAFA (31/03/16). Ces investissements, dont les conventions avec les populations bénéficiaires sont déjà signées se chiffrent à un montant total de 1 352 099 314 FCFA/HT (dont 30 185 000 FCFA décaissés) qui se décompose ainsi : i) 240 501 000 FCFA de travaux en cours d'exécution à réceptionner avant le 15/07/16 ; ii) 535 413 814 FCFA de travaux dont les marchés sont en cours d'attribution avec des prévisions d'achèvement avant le 30/09/16, date de clôture du PAFA ; iii) 246 184 500 FCFA de matériel agricole, à mettre en place avant le démarrage de la campagne 2016/2017, en mai/juin 2016 ; iv) 330 000 000 FCFA pour le financement pour cette même saison de la deuxième tranche des sous projets de 2015 représentant la part FEM (60%). La mission est d'avis qu'il est au moins important de conduire et de finaliser les travaux en cours. Le reste dépendra nécessairement d'une prolongation de la date d'achèvement des activités du FEM. Avec la réalisation de ces investissements, le taux de décaissement du Don FEM pourrait atteindre 95 %.

112. Compte spécial FEM. Au 31/03/16, le rapprochement du compte spécial Don/FEM donne un compte reconstitué de 275 069 872 FCFA, correspondant au solde de la dotation initiale (aucun écart n'a été relevé). A cette date : i) la trésorerie est de 99 226 621 FCFA ; ii) la DRF 07 en finalisation est de 175 843 251 FCFA.

113. Recouvrement de l'avance initiale Don FEM. A date, sur la base du plan de recouvrement validé par le FIDA, le montant total prélevé sur les DRF 05 et 06 est de 124 930 128 FCFA /251 486,9 USD. Les prélèvements ultérieurs seront constitués de 30% des montants des DRF 07, 08 et 09 et 100% de la DRF 10.

114. Prêt supplémentaire N° 2000001251. Le FIDA a mis à la disposition du Projet des ressources supplémentaires de 650 000 DTS, pour le financement des activités relatives à la valorisation et la promotion des produits agricoles, notamment l'augmentation de la consommation des produits locaux. Il s'agira : i) de mettre aux normes techniques et managériales une quarantaine de micro entreprises de transformation de produits agricoles ; ii) de créer l'emploi direct de 400 jeunes (filles et garçons) ; iii) de favoriser l'installation de restaurants spécialisés « consommer local » ; iv) d'assurer l'acquisition d'emballages verts. Ces appuis aux acteurs de la transformation des produits agricoles vont permettre une augmentation considérable des commandes en matières premières auprès des petits producteurs appuyés par le PAFA et le PAFA-E. La DRF 01 de 100 000 000 FCFA, relative à l'avance initiale, envoyée au FIDA le 17 mars 2016 vient d'être payée (date de valeur FIDA 12/04/2016). A date, les engagements réels du Projet sur les 44 conventions déjà signées se chiffrent à 209 643 422 FCFA, dont 97 090 708 FCFA (46,31%) payés par virement bancaire sur les 100 000 000 FCFA de dotation reçue. La mission est d'avis que le solde de 112 552 714 FCFA doit également être apuré sur les ressources du prêt supplémentaire. Etant donné la clôture du PAFA et du fait que ces activités sont éligibles, celles-ci peuvent être financées par le PAFA-E.

115. Service d'appui à la Finance Rurale (SAFIR). Au 31/03/16, le rapprochement du compte d'avance BOAD, donne un solde reconstitué de 70 000 037 FCFA pour une dotation initiale de 70 000 000 FCFA, soit un écart de 37 FCFA, correspondant à des écarts de paiement de la banque. La trésorerie est de 15 199 274 FCFA et la DRF en finalisation, de 54 800 763 FCFA. A titre de rappel, le SAFIR a facilité, à date le financement de 951 requêtes de 1 024 367 470 FCFA, pour un objectif initial de 990 requêtes de un (01) milliard FCFA, soit des taux d'exécution de 96% en terme quantitatif et 102,43% pour le volet financier. Il faut également souligner que pour le PTBA 2015/16, 37 requêtes ont été satisfaites pour une enveloppe de 80 606 180 FCFA dont 10 bénéficiaires du PAFA, pour un montant de 45 500 000 FCFA et 27 OP du PADAER, pour 35 106 180 FCFA. Dans le même temps, 18 dossiers d'un montant global de 29 305 000 FCFA sont en phase d'instruction au niveau des SFD partenaires (4 concernent le PAFA pour 20 000 000 FCFA et 14 le PADAER pour 9 305 000 FCFA).

116. En ce qui concerne l'édification des cinq guichets : i) l'exécution est achevée pour le site de Kaolack ; ii) les travaux de gros œuvres sont terminés pour les sites de Dinguiraye, Gouloumbou et Niori ; iii) La construction n'a pas encore démarré à Kédougou à cause de litiges sur le site ; il a été retenu avec le SFD partenaire de changer de site. Enfin, les Institutions partenaires (UIMCEC, URMECS et CAURIE MF) ont déjà reçu les dotations d'équipements prévues et l'inventaire des immobilisations a été réalisé en décembre 2015.

117. Par ailleurs, le montant total des refinancements effectués en deux tranches au profit des SFD partenaires se chiffre à 804 000 000 FCFA dont 380 millions FCFA/UIMCEC ; 180 millions FCFA/URMECS ; 110 millions FCFA/CAURIE MF ; 84 millions FCFA/ASACAS et 50 millions FCFA/DIMBALANTE. Les remboursements des SFD ne sont pas encore effectifs. Le projet a transmis à l'Etat, après avoir échangé avec les SFD, une proposition de tableaux d'amortissement en 10 semestrialités à compter du 31 mars 2016 pour les premières échéances et un projet d'accord de rétrocession sur cinq ans. Le compte devant recevoir lesdits remboursements a été ouvert le 13 avril 2015 à la CNCAS sous le nom : SAFIR/PAFA-BOAD et sous le N° 0001074471 01 (F) clé RIB : 96 clé IBAN : 86.

118. En ce qui concerne, le compte "fonds de garantie/BOAD", ouvert par le PROMER II/FIDA, le projet a adressé une lettre à la Tutelle pour que le transfert des pouvoirs de signature soit pris en compte dans le processus d'arrimage du SAFIR au FADSR.

119. Enfin, le processus d'intégration du SAFIR au Fonds d'Appui au Développement du Secteur Rural (FADSR), est en cours. A cet égard, le Ministre de l'Agriculture et de l'Equipeement Rural a approuvé les conclusions de l'étude y relative et a transmis le dossier pour traitement au Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan (correspondance n° 2471/MAER/PAFA du 09 novembre 2015). Par la suite, les projets d'avenant aux accords de rétrocession et les tableaux d'amortissement révisés ont été également, transmis au MEFP, pour signature.

120. **Financement de la contrepartie.** Les prévisions globales en matière de contrepartie sur la durée du Projet se chiffrent à 2,506 milliards de FCFA (5,75 millions USD). Pour rappel, la contrepartie de l'Etat est constituée : i) des 18% de TVA et droits de douane sur les acquisitions ; ii) des 7% de prise en charge du coût des infrastructures communautaires sur ressources BCI ; iii) de l'assurance maladie du personnel et des salaires/charges sociales de trois (03) agents d'appui. Au 31/03/2016, les ressources mobilisées à ce titre à travers l'exécution des PTBA sont de 667 207 959 FCFA soit un taux de réalisation de 58% (38,86%/BCI et 80,66%/taxes) et un taux de mobilisation de 26,6% par rapport au montant total des fonds de contrepartie prévus pour la mise en œuvre des activités du Projet. Le niveau d'exécution du BCI reste tributaire de la réalisation et du paiement des infrastructures sur les financements de l'OFID (pistes, magasins de collecte primaire et/ou de stockage) et du FEM (génie civil et matériel agricole). Ainsi, les prévisions de taxes/BCI total de 812 596 863 FCFA (492 596 863 FCFA/taxes et 320 000 000 FCFA/BCI) vont porter le taux d'exécution de la contrepartie à 59,4%. Le niveau relativement moyen de la réalisation de la contrepartie procède notamment d'une comptabilisation des taxes à optimiser.

121. **Trésorerie et Dettes.** Au 31/03/16, les soldes créditeurs des banques/caisses totalisent un montant 305 025 677 FCFA (304 964 336 FCFA/Banque et 61 341 FCFA/Caisses) dont 12 402 987 FCFA/FIDA ; 99 226 621 FCFA/FEM ; 176 565 744 FCFA/OFID ; 15 199 274 FCFA/BOAD ; 1 631 051 FCFA/Contrepartie. A la même date, les engagements échus se chiffrent à 423 676 318 FCFA dont : 7 009 974 FCFA/FIDA ; 7 820 138 FCFA/FEM ; 252 233 807 FCFA/OFID ; 129 281 FCFA/BOAD ; 66 036 611 FCFA/ETAT/TVA et 90 446 507 FCFA/ETAT/BCI.

122. **Contribution des Bénéficiaires.** Au 31/03/16, les bénéficiaires ont contribué à hauteur 1 533 341 847 FCFA (2 656 195,27USD), soit 158,3% de la contribution attendue au cours de la mise en œuvre du projet qui est de 1,678 millions USD.

Dispositions de l'accord de prêt.

123. Passation des marchés. Pour rappel, la maîtrise d'ouvrage des infrastructures communautaires est assurée par les collectivités locales, en association avec les bénéficiaires des infrastructures (lancement des appels d'offres pour le recrutement des prestataires chargés de la maîtrise d'œuvre et de la construction). Le suivi de la passation des marchés/contractualisation ne concerne que les demandes de renseignements et de prix (DRP) de l'UCP et ce, à l'exclusion des demandes de cotations qui sont des éléments inférieurs à trois (03) millions de francs CFA et ne sont pas de ce fait, inscrits dans le plan de passation des marchés. Pour 2015/16, une seule DRP concernant le

recrutement de la société d'assurance ASKIA a été lancée elle n'appelle pas d'observation particulière. Par ailleurs, le registre des contrats est à jour. Cependant, le tableau des contrats, conventions et protocoles en cours d'exécution avec les délais d'exécution, les montants payés, les pourcentages de décaissement, et les niveaux d'exécution physique à compléter par le RSE.

124. Etats Certifiés des Dépenses. A titre de rappel, le projet est sous le régime de décaissement « Smart/SOE » pour le lequel aucune pièce justificative n'accompagne les DRF transmises au FIDA pour la mobilisation des ressources. Dès lors, la revue des justificatifs a été effectuée sur un échantillon de 78 sur 268 pièces de la DRF 36/FIDA ; 19 pièces sur 61 de la DRF 05/FEM et 30 pièces sur 30 de la DRF 06/FEM. Il ressort de cet examen que les améliorations proposées lors de la dernière mission ont été mises en œuvre notamment : i) la constitution exhaustives des liasses de règlement plus exhaustives ; ii) la systématisation des mentions de certification, de bon à payer et de compostage/d'annulation des factures ; iii) l'établissement pour les paiements groupés d'une fiche récapitulative facilitant le contrôle. Cependant, il est nécessaire de remplir l'ordre de paiement pour le règlement des sous-projets. A titre de rappel, le « double contrôle » mis en place au niveau de la Direction de l'Investissement (DI/MEF) permet d'assurer une sécurité supplémentaire pour la fiabilité des DRF soumises en paiement.

125. Suivi des conventions et protocoles. Le montant total relatif aux accords de partenariat pour l'année 2015/2016, se chiffre 178 381 440 FCFA, dont 146 381 440 FCFA décaissés, soit 82,06%.

126. Financement des sous- projets. Au 31/03/16, les financements totaux, relatifs à la mise en œuvre des sous projets d'accès au marché (première, deuxième et troisième génération) et des sous projets de développement de filières, se chiffrent à 4 537 946 085 FCFA dont : i) 2 999 770 463 FCFA/PAFA (66,10%) ; ii) 1 538 175 622 FCFA/Bénéficiaires (33,90%). Pour une répartition initiale de 80%/FIDA et 20%/Bénéficiaires, les résultants atteignant 40%/FIDA et 40%/Bénéficiaires au 31/03/2016, montrent que le mécanisme de dégressivité de l'appui au PAFA a bien fonctionné dans l'ensemble.

Comptabilité, Audit et Suivi/supervision

127. Comptabilité 2015/2016. Les états financiers 2015 ont été transmis au FIDA le 29/03/2016. Par ailleurs, au 31/03/16, toutes les codifications ainsi que les saisies des pièces justificatives comptables au titre de 2016, ont été prises. Ainsi les situations comptables ont été rendues disponibles, notamment les grands livres général et analytique, les balances générale et analytique ainsi que les analyses de compte. De même, les rapprochements bancaires mensuels des huit comptes du Projet et les reconstitutions mensuelles des comptes spéciaux ont été effectués, établissant ainsi une bonne tradition de suivi des comptes. Cependant, le sous compte spécial FIDA/Kaolack présente une écriture en suspens de plus de 90 jours concernant un chèque de l'IPRES de 732 160 FCFA de décembre 2013. De même, le compte d'avance Orabank/BOAD met en évidence également une écriture de plus de 90 jours relative à un chèque à l'ordre de Fama DIOP de 52 250 FCFA d'octobre 2015. A cet égard, il est urgent de prendre les dispositions nécessaires pour régulariser ces situations. Par ailleurs, la gestion de la caisse de menues dépenses n'appelle pas d'observation particulière en ce qui concerne le respect des dispositions du manuel de procédures (plafond de caisse, maximum de paiement, seuil de renouvellement et justification des paiements).

128. Audit 2015. L'audit des comptes 2015 sera réalisé avant le 20/05/2016 et les rapports transmis avant le 31/05/2016. En outre, l'audit de clôture des comptes sera effectué en octobre et le rapport transmis au FIDA au 31/10/2016.

129. Suivi supervision. Toutes les recommandations de la dernière mission de supervision en matière fiduciaire ont été exécutées et ou en cours de mises en œuvre.

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Finaliser le paramétrage des nouveaux formulaires de mobilisation des ressources (Smart/SOE)	RAF/ CPT1/ Cabinet	31/05/2016
Prendre toutes les dispositions nécessaires auprès de l'Agence judiciaire de l'Etat pour accélérer la procédure d'indemnisation du véhicule accidenté.	RAF	31/08/2016
Transmettre le rapport de l'évaluation du personnel au FIDA	Coord	31/05//2016
Transmettre les DRF en instance de finalisation ; 37/Prêt FIDA ; 07/Don FIDA ; 12/Prêt OFID ; 07/Don FEM ; 15/Prêt BOAD.	RAF/CPT1	31/05/2016
Demander à la banque de rembourser les 110 180 FCFA prélevés du	DI	31/05/2016

compte spécial OFID.		
Explorer avec l'OFID la possibilité de prorogation dudit prêt au 30/06/2017 afin de permettre la finalisation des infrastructures	Coord/MEFP/OFID	15/05/2016
Autoriser le Projet à finaliser les travaux/FEM post achèvement du PAFA qui sont en cours d'exécution et statuer sur la possibilité de proroger la date d'achèvement des activités FEM afin d'optimiser les investissements prévus	FIDA/MEFP	immédiat
Autoriser le paiement du solde des engagements sur le Prêt supplémentaire	FIDA/MEFP	immédiat
Transmettre les rapports d'audit des comptes 2015	Coordo/RAF	31/05/2016
Transmettre les rapports d'audit de clôture des comptes PAFA au 30/09/2016.	Coordo/RAF	31/10/2016

F. Durabilité/Stratégie de sortie

130. Un ensemble de stratégies est développé par le projet pour permettre la continuité des actions et des résultats. L'utilisation d'un paquet technologique fondé sur les recommandations de la recherche, le renforcement du dispositif de conseil et son internalisation, l'accompagnement à la production auront permis d'augmenter la productivité et l'offre de produits agricoles. Les principaux vecteurs de durabilité initiés par le PAFA sont :

131. **La mise en relation OP/OM** qui a travers la contractualisation permet la commercialisation des excédents de récolte et tisser une relation de confiance entre producteurs et opérateurs de marché. Cependant les bons résultats obtenus par les SPAM de première génération dont la capacité et le potentiel d'autonomisation ont pu être appréciés devraient être poursuivis et confortés au niveau des SPAM de deuxième et troisième génération. Dans cette optique, un suivi/accompagnement par PAFA-E et les différents services de l'Etat impliqués sera nécessaire.

132. **Le co-financement dégressif** a permis par un schéma de transfert progressif étalé sur une période de trois ans, la prise en charge intégrale du coût de l'acquisition des intrants par les Organisations de producteurs. Grâce à un mécanisme « épargne intrants », le producteur dépose en nature auprès de l'organisation de producteurs après la récolte, une quantité équivalente à sa contribution pour l'achat d'intrants de la campagne suivante.

133. Le succès indéniable de ce mécanisme qui constitue une innovation majeure du PAFA est présentement démultipliée par des OP de première génération tel que l'ASC Jam Bugum de Niakhar qui depuis son autonomisation s'est agrandi passant de 100 à 133 membres faisant ainsi profiter de ce mécanisme à 33 nouveaux adhérents.

134. **Financement par les OM des activités des OP.** La hausse de la part du financement par les OM des intrants et équipements agricoles (plus de 30%) du total de financement constitue un véritable levier de durabilité. La création de quatre cadres nationaux d'interprofession filières (CNIF) permet d'assurer le suivi de la commercialisation et le respect des contrats OM-OP.

135. **Valorisation des produits locaux.** Elle se fait à travers notamment la promotion du consommateur local (restaurants spécialisés dans les plats locaux), la promotion de la farine enrichie (farine enrichie pour enfants de 6 mois à 5 ans), la préparation du cérélac à base de farine de mil grâce à un partenariat entre Nestlé et Alif groupe.

136. **Gestion et maintenance des infrastructures.** Pour en pérenniser le fonctionnement et envisager le renouvellement, le PAFA a procédé à la mise en place de comités de gestion et de maintenance des infrastructures communautaires et des équipements d'irrigation fonctionnels. Pour la maintenance des infrastructures rurales et des équipements d'irrigation, la DBRLA a un rôle à jouer à travers son programme annuel d'entretien des ouvrages et aussi en tant que chargée de piloter le programme national de développement de la petite irrigation locale. Pour les pistes rurales ne figurant pas dans le réseau classé, les collectivités locales notamment les mairies des communes ont à exécuter leurs prérogatives dans ce domaine.

137. Les acquis de la stratégie de maintenance développée par le PAFA notamment autour des différentes infrastructures rurales et équipements d'irrigation sont à capitaliser et les mécanismes de rétrocession partagés.

138. **Partenariat avec les services déconcentrés de l'Etat et les collectivités locales.** Le dispositif mis en place pour appuyer les filières agricoles demeure pertinent et approprié (DBRLA, DAPSA, CSE, DEFCCS, ANCAR, ANA, DRDR, ITA, ISRA, DEEC, SREL). En intégrant les structures de l'Etat dans la mise en œuvre du projet, une sortie pour ouvrir les portes d'une consolidation et une mise à l'échelle des acquis est ouverte.

139. La gestion et la maintenance des CDF demeurent une initiative novatrice dont la capitalisation devra être consolidée au sein du Gouvernement notamment le MAER. En effet, la question de l'harmonisation, du suivi et de la gestion des infrastructures de stockage demeure un point à mieux adresser au vu de la diversité des formats et des partenaires dont la coopération espagnole. La Direction de la Modernisation des Equipements Rurales (DMER) a mis en place à travers le budget de l'Etat (financement UEMOA) un réseau de magasin de stockage.

140. Comme facteur de durabilité le partenariat a conduit à la mise à l'échelle du financement dégressif des intrants dans d'autres projets de développement tels que le PADAER (financement FIDA, Etat).

141. **Prise en compte des changements climatiques.** Les activités d'adaptation aux changements climatiques, les activités génératrices de revenus, les pratiques agricoles et de transformation respectueuses de l'environnement, la bonne utilisation de l'information climatique ont participé à renforcer la résilience des populations rurales et des systèmes de production.

142. **Capitalisation directe par le Gouvernement.** Sur la base des succès obtenus par le PAFA dans le financement de sous-projets d'accès au marché, l'on peut formuler un projet de mise en échelle de SPAM autour des filières agricoles porteuses à inscrire au PTIP après évaluation ex-ante pour financement par le BCI.

143. **Partenariat avec les acteurs des chaines de valeur.** L'organisation et la structuration des filières ont permis de mettre en place des CNIF. Ce faisant, les capacités de nombreux acteurs de la transformation ont été renforcées et beaucoup d'entre eux gèrent aujourd'hui leurs propres entreprises.

144. **Ciblage.** Le choix porté sur les populations pauvres et vulnérables notamment les femmes et les jeunes aura permis en fin de projet de réduire de façon significative l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. On note la prise en charge des couches plus vulnérables par les OP même après la fin de l'appui du PAFA.

145. **Renforcement des liens entre agriculture, sécurité alimentaire et nutrition.** L'articulation entre l'agriculture et la sécurité alimentaire et nutritionnelle constitue une préoccupation forte du Gouvernement (Contrat de réforme sectorielle avec l'Union Européenne) axe sur l'agriculture durable, la sécurité alimentaire et nutritionnelle 2015-2017), les résultats du PAFA sont à capitaliser.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Lancer dans les meilleurs délais les études spécifiques sur les questions de durabilité et de pérennisation qui devront être prises en compte dans le RAP.	UCP	Immédiat

G. Autres

146. **Communication.** Le PAFA a établi une collaboration avec différentes structures d'information et de communication dans ses zones d'intervention, surtout avec des radios et télévisions locales. Ces émissions radio et télévisées, enregistrées aussi en langue locale, ont permis de mieux vulgariser et de partager avec les populations les informations et les mécanismes de mise en œuvre du PAFA. Une émission télévisée hebdomadaire sur le consommateur local est mise en onde sur la RTS et la TFM. Par ailleurs, le PAFA a initié un bulletin de liaison trimestriel « agro-filières » pour partager les informations sur l'état d'avancement des activités et leur impact sur les ménages. Le PAFA dispose aussi d'un site web (<http://www.pafaseneegal.org>) opérationnel.

H. Conclusion

147. A sa date d'achèvement, le 31 mars 2016, le Projet a atteint des résultats très significatifs dans différents domaines. Globalement, il a touché directement 37 734 ménages ruraux vulnérables, pour une prévision de 14 000 ménages (DCP), soit un taux de couverture de 269,5%. De très bons résultats ont également été atteints dans les domaines de la sécurité alimentaires avec 82% de la population ciblée ne connaissant plus de période de soudure. Les rendements de cultures appuyées par le Projet ont été au moins doublés, permettant aux bénéficiaires de répondre adéquatement à leurs besoins d'autoconsommation, à l'achat d'intrants agricoles et à la mise sur le marché d'environ un tiers de leur production pour répondre à d'autres besoins non alimentaires, notamment l'éducation des enfants, la santé et l'investissement dans des biens durables. Des résultats très intéressants ont aussi été atteints dans l'amélioration de l'aviculture villageoise, une activité principalement menée par les femmes et par autres groupes démunis, comme les handicapés. Les résultats probants obtenus en matière de ciblage, genre et inclusion des jeunes, ont permis au Projet de recevoir la récompense du FIDA de 2015 dans ce domaine. Enfin, le projet a généré de nombreuses innovations et de bonnes pratiques qui sont déjà répliquées non seulement par le PAFA-Extension et le PADAER, mais également par des projets financés par d'autres bailleurs de fonds.

148. Cependant, au regard de ces bons résultats atteints, il est important de procéder à une bonne capitalisation des bonnes pratiques et des innovations générées, et d'assurer un large partage de ces acquis. Des analyses beaucoup plus approfondies devront être menées sur la durabilité et la pérennisation des acquis du PAFA au cours de la mission d'achèvement du projet. L'atelier de clôture du PAFA prévu pour le mois d'août prochain sera l'occasion pour partager les expériences, les bonnes pratiques et les innovations générées par le PAFA.

149. L'ensemble de stratégies développé par le PAFA permettra la continuité des actions et des résultats après la clôture du projet. Plusieurs facteurs de durabilité initiés par le PAFA ont été identifiés. A cet égard, la mission a pu apprécier le niveau d'autonomisation démontré par les OP de première et de deuxième génération. Cependant, un suivi/accompagnement de certains dispositifs par le PAFA-E et les différents services de l'Etat impliqués sera nécessaire.

150. Des financements importants ont été programmés sur les ressources du Don/FEM pour la réalisation des activités au-delà de la date d'achèvement du don de 31 mars 2016. Ces activités qui certainement devraient avoir un grand impact sur l'amélioration de la résilience des populations rurales et des systèmes de production des petits producteurs ne pourront pas être réalisées sans une prorogation de la date d'achèvement du financement du don FEM. Il serait donc nécessaire pour le gouvernement d'explorer avec le FEM la possibilité de prorogation dudit financement.

151. Il convient également de noter la sous-utilisation des ressources de l'OFID due au retard enregistré dans la mise à disposition de ces ressources à la disposition du projet et compte tenu de l'importance des infrastructures sur financement OFID pour les populations, le gouvernement devra explorer avec l'OFID la possibilité de prorogation dudit prêt afin de permettre la finalisation de ces infrastructures.

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du Projet et notes attribuées

Projet 1414 [1100001414] Projet d'appui aux filières agricoles - Brouillon

Faits essentiels

Pays	Sénégal	No. du projet	1414 [1100001414]	No. du prêt/don DSF	1000003161, 1000003169
Projet	Projet d'appui aux filières agricoles			Prêt/don DSF suppl.	1000004202
Date de mise à jour	19/06/2016				
Inst. responsable de la supervision	IFAD				
Nbre de Supervisions	10	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	3		
Dernière Supervision	22/11/2015	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	31/12/2014		

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	11/09/2008			Coût total	36.61	
Accord	08/10/2008	Délai d'entrée en vigueur	17.1	FIDA Total	15.16	
Entrée en vigueur	05/02/2010	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	14.89	99
Premier décaissement	12/11/2010			Don DSF		
Examen à mi-parcours	13/09/2014	Dernier amendement		Don FIDA	0.27	78
Achèvement initiale	31/03/2016	Dernier audit	02/06/2015	field_asap_grant	0.00	0
Achèvement	31/03/2016			Financement national total	7.42	
Clôture	30/09/2016			Beneficiaries	1.68	158
Nbre de prolongations	0			National Govern	5.75	20
				Cofinancement total externes	14.03	
				OFID	9.03	26
				GEF	5.00	44

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	4	4	1. Qualité de la gestion du projet	5	6
2. Acceptabilité du taux de décaissement	5	5	2. Exécution du S&E	5	5
3. Fonds de contrepartie	4	4	3. Cohérence entre le PTBA et	6	5

			l'exécution		
4. Conformité à l'accord de financement	5	5	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	6	6
5. Conformité aux règles de passation des marchés	5	5	5. Lutte contre la pauvreté	6	6
6. Qualité et ponctualité des audits	5	5	6. Efficacité du ciblage	6	6
			7. Innovation et leçons apprises	6	6
			8. Prise en climat et environnement	5	5

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Diversification agricole et accès au marché	5	6	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	5	6
2. Développement et structuration des filières	6	6	2. Autonomisation	6	5
3. Adaptation aux Changements Climatiques.	5	5	3. Qualité de la participation des bénéficiaires	6	6
			4. Adaptabilité des prestataires de services	5	5
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	5	6
			6. Possibilité réplique à plus grande échelle	6	6

B.5 Justification des notes

Le projet a touché directement 37.734 ménages ruraux vulnérables, pour une prévision de 14 000 ménages, soit un taux de couverture de 269,5%. Le PAFA a amélioré la sécurité alimentaire des populations de la zone d'intervention du Projet. A titre de rappel, par rapport à la situation de référence au démarrage des activités, 70% des ménages connaissaient une période de soudure en moyenne de 3,5 mois. Aujourd'hui, selon les résultats de l'enquête SYGRI de PAFA-E réalisée en 2015 et qui a couvert la zone d'intervention de PAFA, 82% des ménages appuyés par le Projet sont à l'abri des effets de la soudure. Seuls 18% subissent une période de soudure réduite à 1 mois. Elle est due, entre autres, à l'augmentation de la production agricole résultant de l'amélioration sensible des rendements et de l'utilisation des bonnes pratiques agricoles et des intrants agricoles de qualité (semences certifiées, engrais, pesticides). Elle est également due à l'augmentation du surplus de la quantité vendue. Pour la campagne agricole 2015/2016, 310 contrats signés par les couples OP/OM favorisant une commercialisation d'environ 12.854 tonnes (soit 37%) de la production à des prix attractifs, avec une prime qualité de 10% à 15%. Depuis le démarrage du projet, 55 197 tonnes, soit 36,25% de la production, ont été commercialisées à travers ces contrats. Les femmes ont mis en marché 30 910 tonnes, soit 56,40% du tonnage total commercialisé. Les recettes totales enregistrées se chiffrent à 15,892 milliards de FCFA dont 8,58 milliards pour les femmes (53,9%). Les femmes sont bien représentées et constituent 62% des bénéficiaires de SP, 38% des CEF, 90% des OP transformatrices, 59% des bénéficiaires des projets de filières et 71% pour les périmètres maraichers. Les jeunes représentent 35% des bénéficiaires. Un ensemble de stratégies a été développé par le projet pour permettre la continuité des actions et des résultats et plusieurs facteurs de durabilité ont été identifiés, en particulier le niveau d'autonomisation démontré par les OP de première et de deuxième génération. L'évaluation finale de la dynamique institutionnelle des OP montre que, à la fin du projet, seulement 3% des OP se trouve à un niveau faible (contre le 72% initial) et 21 % se trouve à un niveau fort (contre le 2% initial). Certaines OP ont encore besoin d'appui pour assurer leur complète autonomisation et celle de leur membres. Le taux d'exécution physique du PTBA 2015/2016 au 31 mars 2016 est de 77%.

Le système de suivi évaluation est fonctionnel et développé sous environnement web. L'application informatique « sise » est accessible sur <http://sise.pafasenegal.org/> à partir d'un login et d'un mot de passe. Il permet de traiter les données collectées, de les consolider, de les désagréger par âge et par sexe pour renseigner les indicateurs et permet d'avoir l'état de mise en œuvre physique par activité, sous composante et composante. Globalement, la gestion administrative, financière et comptable s'est déroulée de façon satisfaisante durant la période mise en œuvre des activités du Projet. Les différentes échéances contractuelles et de reporting ont été respectées, de même, les comptes spéciaux ont été bien tenus. En matière d'audit, les revues effectuées n'ont pas remis en cause la gestion normée des aspects fiduciaires. Au plan des performances opérationnelles, les taux de décaissements réels sont de : i) 99,10%/Prêt/FIDA et 78,37%/Don FIDA ; ii) 26,4%/Prêt/OFID et 44,45%/Don FEM. Enfin, le taux d'exécution de la contrepartie est de 20,1% et celui de la contribution des bénéficiaires, de

158,3%. Le taux d'exécution du PTBA d'achèvement 2015/2016 est de 65%. Le taux moyen sur la période (2010-2016) est de 84%, ce qui est globalement satisfaisant.

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	5	5
C.2 Sécurité alimentaire	6	6
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique	5	5
C.4 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	6	6

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

Le projet a fortement amélioré la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages. Les ménages disposent d'un stock de mil, sorgho, niébé et maïs pour plus de 12 mois. Le projet a appuyé trois unités de transformation à développer une farine enrichie composée de produits locaux pour les enfants de 0 à 6 mois. La multinationale Nestlé vient de mettre sur le marché un « cérébral » à base de mil pour les enfants de 0 à 24 mois produits par les producteurs financés par le projet. Le conseil de proximité, intégré au sein des OP, mis en place a fortement favorisé l'adoption des bonnes pratiques par les producteurs et productrices. L'adoption de la technique du semis à humide du mil, des semences adaptées et l'accès à l'information agro-climatique ont fortement diminué la vulnérabilité des ménages par rapport au climat.

Le projet a développé des innovations très intéressantes : (i) la gestion communautaire du matériel agricole permettant aux groupes les plus vulnérables (femmes et jeunes) de disposer de matériels agricoles à temps pour respecter les itinéraires culturaux et les bonnes pratiques agricoles; (ii) l'utilisation du téléphone cellulaire (SMS) pour mettre à la disposition des couples OP/OM les informations sur les prix de la production agricole et le marché (iii) le fonds de roulement intrants pour l'autonomie économique et sociale des ménages pauvres, (iv) l'utilisation de pompe solaire pour améliorer la disponibilité de l'eau dans les périmètres (v) la contractualisation OP/OM pour la vente des produits agricoles à un prix plus rémunérateur que le marché traditionnel (vi) la réalisation de livret de recette à base des produits locaux et (vii) l'utilisation des radios locales pour la formation des producteurs sur les bonnes pratiques agricoles., niébé, de sésame et de maïs et la diversification de la production.

C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	5	6
---	---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

Le PAFA a amélioré sensiblement la sécurité alimentaire des populations. Alors que 70% des ménages connaissaient une période de soudure en moyenne de 3,5 mois en début du projet (2011), aujourd'hui 18% des ménages subissent une période de soudure dont la durée moyenne est de 1 mois. La marge brute à l'hectare est passée de 162.050 à 254.750 FCFA pour le mil, de 102.100 à 431.200 FCFA pour le sésame, de 142.200 à 249.200 FCFA pour le niébé, de 70.000 à 520.000 pour le bissap, de 60.000 à 452.840 FCFA pour le Maïs. Pour l'aviculture villageoise améliorée la marge brute obtenue est de 800 francs CFA par poulet. Grâce à l'augmentation des revenus, les ménages investissent dans le matériel agricole, la construction de logement en dur, la prise en charge de la scolarité des enfants, des soins médicaux et l'acquisition d'intrants. Pour l'amélioration de la malnutrition infantile, le projet a appuyé 3 unités de transformation à développer une farine enrichie composée de mélange de produits locaux (mil, maïs, huile de palme, huile d'arachide, etc.). Pour améliorer la consommation des produits locaux, plus de 600 femmes et jeunes filles ont été formées sur les mets à base de mil, niébé, sésame, bissap et maïs. Un livret de recettes à base de produits locaux est édité.

C.6 **Risques** Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	NA. Le Projet est achevé le 31/03/2016.
Avancement de l'exécution du projet	Durant sa mise en œuvre, le PAFA a atteint des résultats très satisfaisants, le taux d'exécution selon les composantes a été estimé entre 90 et 100 %. La gestion financière du projet est satisfaisante avec l'utilisation des outils appropriés de gestion. Les états ont été certifiés sans réserve par l'auditeur, ce qui constitue une performance notable. L'audit n'a pas d'observations majeures susceptibles de remettre en cause la sincérité des comptes et sous comptes du Projet. L'audit pour l'exercice 2015 est en cours.
Produits et réalisations	Les appuis du PAFA ont permis une augmentation des superficies emblavées et de la production. Pour la campagne agricole 2015/2016, les superficies cofinancées ont atteint 24.138 ha dépassant de 221% les prévisions du document de conception du projet. A côté

	de ces superficies mise en valeur avec l'appui du projet, certaines OP ont facilité l'accès à leurs membres aux intrants (semences certifiées, engrais, conseil agricole) pour emblaver 5.096 ha supplémentaires (mil/sorgho : 1634 ha ; maïs : 95 ha, sésame 490 ha ; bissap : 10 ha et niébé 75 ha). Les rendements des ménages porteurs des sous projets ont progressivement augmenté pour atteindre durant la campagne agricole 2015/2016, 1625 kg/ha pour le mil, 800 kg/ha pour le niébé, 650 kg/ha pour le bissap, 700 kg/ha pour le sésame, 2737 kg/ha pour le maïs. Pour améliorer la mise en marché des excédents de production, 99 magasins de stockage ont été réalisés offrant une capacité de stockage de 10 860 tonnes de produits agricoles.
Durabilité	Le projet a anticipé sur la durabilité dès le démarrage du projet grâce à une bonne campagne de sensibilisation et d'information des acteurs sur les mécanismes, la mise en relation entre les OP /OM qui se aujourd'hui fidélisées et les institutions de financement, la mise en place d'un système de conseil rural basé sur la mobilisation des personnes ressources endogènes (1096 CEF) intégrées dans les OP et prises en charges par elles et les services d'appui à la base, l'appui en dynamique organisation des OP (328 OP). Le projet a également facilité la mise en relation des couples OP/OM garantissant un accès au marché pour les producteurs et les services techniques pérennes, les chambres consulaires etc. Les OP partenaires du projet sont actuellement autonomes pour l'accès aux intrants de qualités et matériels agricoles. Elles sont capables d'acheter et de distribuer à leurs membres des intrants de qualité, de négocier directement avec des fournisseurs d'intrants, des OM et des institutions de financement sans l'accompagnement du projet. Pour garantir le financement des intrants et du matériel agricole, le projet a sensibilisé les OP à mettre en place un fonds de roulement intrants. Le projet a appuyé les couples OP/OM à l'élaborer des programmes de veille des indicateurs de durabilité. Ce qui démontre clairement la mise en œuvre la stratégie de désengagement dès le début du projet et son efficacité.

Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Dotation initiale des comptes spéciaux	Respecter les différents plans de récupération	30/09/2016	En cours
Préparation et finalisation du Rapport d'Achèvement du Projet (RAP)	Prendre les dispositions pour l'organisation de la mission d'achèvement du projet et pour la rédaction du RAP, selon le format FIDA.	30/09/2016	En cours

Observations supplémentaires

Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

Indicateurs de performance du projet	Valeur de référence	Valeur cible à mi-parcours	Valeur cible en fin de projet	Valeur réalisée	Observations
Indicateurs d'objectifs					
<i>IOD1 % de ménages cibles bénéficiant d'une sécurité alimentaire accrue d'au moins 30%.</i>	70% des ménages touchés par une 1 ^{ère} période de soudure de 3,5 mois en moyenne 3% des ménages touchés par une 2 ^e période de soudure de 2.9 mois	-30% soit 49% ménages touchés par une 1 ^{ère} période de soudure ; et 2% des ménages touchés par une 2 ^e période de soudure	-60% soit 28% ménages touchés par une 1 ^{ère} période de soudure ; et 1% des ménages touchés par une 2 ^e période de soudure	Période de soudure réduite à 1 mois chez les bénéficiaires du PAFA.	Réalisation en dépassement des objectifs
<i>IOD2 Taux de baisse du % de prévalence de la malnutrition</i>	30% (valeur calculée par enquête SYGRI)	-30% soit un taux de malnutrition chronique de 21%	-60% soit un taux de malnutrition chronique de 12%	ND (non déterminé)	
<i>IOD3 % de ménages dont l'indice d'accumulation de biens a augmenté.</i>	59% des ménages disposent de toilettes ou de toilettes hygiéniques, 49% de sol de maison rudimentaire, 24% d'électricité, 66% de radio, 21% de TV, 5% de réfrigérateur, 78% de téléphone, 9% de vélos, 6% de moto, 5% de véhicule, 82% du bétail.	+10%	+30%	35% des ménages bénéficiaires du projet ont amélioré leur confort en réfectionnant leur habitat. Evolution positive constatée pour accès à électricité (panneau solaire), eau courante, motos, et couverture des dépenses de scolarisation et de santé.	
<i>IOD4 - Nombre de ménages bénéficiaires directs</i>	0	6000	14000	37734 Dont 62% de femmes	Réalisation en dépassement des objectifs
Indicateurs de résultats					
<i>OS 1 : les petits producteurs de la zone du projet, y compris les plus démunis, développent des activités économiques profitables fondées sur des arrangements contractuels avec des OM dans le cadre des filières</i>					
<i>IR101 Niveau d'augmentation des revenus des petits producteurs impliqués dans des SPAM.</i>	Marge brute : Mil : 162050 FCFA/Ha Sésame : 102100 FCFA/Ha Niébé : 142200 FCFA/Ha	+10%	+30%	Marge brute : Mil : 254 750 FCFA /ha Sésame : 431 200 F CFA/ha Niébé : 249 200 F CFA/ha Bissap : 520 000 F CFA/ha Maïs : 452 840 F	En net dépassement pour toutes les cultures

Indicateurs de performance du projet	Valeur de référence	Valeur cible à mi-parcours	Valeur cible en fin de projet	Valeur réalisée	Observations
	Bissap : 50500 FCFA/Ha Mais : 60000 FCFA/Ha Aviculture : ND			CFA/ha Aviculture : 600-800 FCFA/sujet	
<i>IR103 Niveau d'accroissement des revenus des producteurs bénéficiant de parcelles irriguées</i>	Pas de données de référence Sur base périmètre de Tallagne : 1616000 FCFA/Ha	+30%	+60%	Marge brute maraichage irrigué à la goutte à goutte : Maraichage : 1990000 FCFA/Ha	
<i>OS 2 : Les acteurs des filières sélectionnées dont les petits producteurs et en particulier les plus vulnérables, se concertent au niveau du Bassin arachidier et au niveau national pour identifier et mettre en œuvre les actions susceptibles de résoudre les contraintes identifiées au sein de ces filières et créer un environnement favorable à leur développement</i>					
<i>IR205 % des infrastructures communautaires réalisées, régulièrement et correctement entretenues</i>	0	+60%	+80%	Réalisé : 75 CDF construits, équipés, fonctionnels 75 comités de gestion formés et fonctionnels 102,5 km de pistes en cours de construction mais dispositif d'entretien reste à mettre en place	
<i>IR206 Taux de satisfaction des OP des filières sur la prise en compte de leurs besoins dans la planification et la réalisation des investissements communautaires</i>	0	+40%	+60%		
Indicateurs de résultats intermédiaires					
<i>Les OP commercialisent une gamme plus variée de produits dans le cadre d'accords contractuels durables et mutuellement bénéfiques avec des OM</i>					
<i>IRI101 Nombre des SPAM élaborés et financés pour les filières</i>	0		150	333	En net dépassement
<i>IRI102 Nombre d'OP engagées dans les SPAM</i>	0		300	342	24 OP Rizicole 5 OP AVA
<i>IRI103 Volume de financement mobilisé par le partenariat OP/OM pour le SPAM en millions FCFA</i>				3593	

Indicateurs de performance du projet	Valeur de référence	Valeur cible à mi-parcours	Valeur cible en fin de projet	Valeur réalisée	Observations
<i>IRI104 % de Financement des SPAM assumé par les OP/OM</i>			50%	100% (117 OP de 1 ^{ère} et 2 ^{ème} Génération 100% (118 OP 3 ^{ème} Génération)	
<i>IRI105 Encours des prêts octroyés aux OP/OM partenaires en millions FCFA</i>	ND		1300	878,924 millions	Répartis en 118 millions FCFA en 2011, 158 millions FCFA en 2012, 467,675 millions en 2013, et 92, 249 millions en 2014 et 40 millions F CFA en 2015
<i>IRI106 Taux de remboursement des prêts obtenus</i>	ND		95%	100%	
<i>IRI107 Evolution des surfaces cultivées par filières (en Ha et du nombre de sujets (aviculture))</i>	Mil : ND Niébé : ND Sésame : ND Bissap : ND Maïs : ND Maraichage : ND Aviculture : ND (nombre de sujets)	3200 950 2900 760 - ND ND	4600 1410 2900 1000 - 100 6400	14643 1905 3196 1433 2621 90,5 764000	
<i>IRI109 Evolution des volumes de production enregistrés par filière (en Tonnes, sauf pour aviculture):</i>	Mil : Niébé : Sésame : Bissap : Aviculture : Maraichage : Mais : Riz :	2800 400 1300 170 50 1800 ND ND	4700 705 2280 355 100 3961 ND ND	22375 1440 2125 843 228 4278 6466 3621	
<i>IRI1011 Nombre de personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole.</i>	0	3000	6000	22835	

Indicateurs de performance du projet	Valeur de référence	Valeur cible à mi-parcours	Valeur cible en fin de projet	Valeur réalisée	Observations
<i>Les infrastructures d'irrigation à la parcelle nécessaire pour accroître la productivité de l'agriculture et l'intensité culturale sont mises à la disposition des petits producteurs</i>					
<i>IRI1012 % des producteurs agricoles ayant adopté les techniques recommandées</i>	0%	+40%	+70%	99% des bénéficiaires de SPAM 1ère génération 98% des bénéficiaires de SPAM 2 ^e et 3 ^{ème} génération	
<i>IRI1013 % de ménages agricoles touchés bénéficiant d'un accès garanti aux ressources hydriques</i>	0	+15%	+30%	2315	
<i>IRI1014 Superficie (ha) de périmètres irrigués aménagés (par genre)</i>	0	150	280	90,5	
<i>RI21 - Les petits producteurs, y compris les plus vulnérables, et les autres acteurs des filières sélectionnées surmontent les principales contraintes entravant le développement de leur filière, dans le cadre de concertations et de plans stratégiques et opérationnels d'actions adaptés</i>					
<i>IRI203 % de producteurs/OP représentés dans les tables de concertation régionales (et nationales)</i>	0		30%	70%	
<i>IRI204 Nbre de tables filières (TF) mises en place et fonctionnelles (réunions, plan stratégique et plans d'actions annuels, autoévaluation)</i>	0	ND	6	4	Coopérative avicole reconnue TF Aviculture en cours de constitution
<i>IRI206 Part des faitières dans les volumes de d'intrants consommés par les OP touchées</i>	ND		40%	OP faitières ont fourni : 3091,2T engrais NPK, 2051,2 T urée, 163,7 T semences et 1459,4 T de phosphate	
<i>IRI207 Part des faitières dans les volumes de productions évacuées par les OP touchées</i>	ND		40%	12854,1 t de produits commercialisés grâce aux Tables des Filières	
<i>IRI208 Nbre de sous projets filières par type qui ont été élaborés et menés à bien</i>	0		30	114 au total Bissap : 2 Bissap semences : 3 Mais : 5 Mil/sorgho : 36 Mil semences : 6	En net dépassement.

Indicateurs de performance du projet	Valeur de référence	Valeur cible à mi-parcours	Valeur cible en fin de projet	Valeur réalisée	Observations
				Niébé : 5 Niébé semences : 8 Sésame : 2 Sésame semences : 5 Riz semences : 24 1 sous projet disque bissap 1 sous projet couveuse pétro-solaire 1 sous projet décapsuleur bissap 6 sous projet de promotion des produits locaux 1 sous projet plateforme d'information sur les prix et marché 1 sous projet information climatique 1 Restaurant produits locaux 1 centrale d'emballage	
<i>Les infrastructures collectives nécessaires pour lever les principales contraintes à la commercialisation au sein des filières prioritaires, sont construites et gérées durablement</i>					
IRI209 % des comités de gestion d'infrastructure fonctionnels (par type d'infrastructures)	ND		80%	Tous les comités de gestion des CDF sont fonctionnels soit 100%	Tous les comités rencontrés sont formés, ont des outils de gestion
IRI307 Au moins 75% des activités prévues dans le PTBA sont réalisées et déboursées	0%		75%		
IRI308 Le système S&E est mis en place et fonctionnel			OUI	OUI	
IRI309 Nbre de rapports d'exécution technique, financier et d'audit du projet fournis à temps			12	12	

Indicateurs de performance du projet	Valeur de référence	Valeur cible à mi-parcours	Valeur cible en fin de projet	Valeur réalisée	Observations
<i>IRI3010 Les instances de pilotage se réunissent régulièrement</i>			2	6	

Appendice 3a: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Qui	État d'avancement
Durabilité	Lancer dans les meilleurs délais les études spécifiques sur les questions de durabilité et de pérennisation qui devront être prises en compte dans le RAP.	Immédiat	Coord/RSE	
Aspects fiduciaires	Finaliser le paramétrage des nouveaux formulaires de mobilisation des ressources (Smart/SOE)	31/05/2016	RAF/ CPT1/ Cabinet	
	Prendre toutes les dispositions nécessaires auprès de l'Agence judiciaire de l'Etat pour accélérer la procédure d'indemnisation du véhicule accidenté.	31/08/2016	RAF	
	Transmettre le rapport de l'évaluation du personnel au FIDA	31/05//2016	Coord	
	Transmettre les DRF en instance de finalisation ; 37/Prêt FIDA ; 07/Don FIDA ; 12/Prêt OFID ; 07/Don FEM ; 15/Prêt BOAD.	31/05/2016	RAF/CPT1	
	Demander à la banque de rembourser les 110 180 FCFA prélevés du compte spécial OFID.	31/05/2016	DI	
	Statuer rapidement sur une nouvelle prorogation de la date d'achèvement des activités de l'OFID au 30/06/2017.	15/05/2016	Coord/MEFP/OFID	
	Autoriser le Projet à finaliser les travaux/FEM post achèvement du PAFA qui sont en cours d'exécution et statuer sur la possibilité de proroger la date d'achèvement des activités FEM afin d'optimiser les investissements prévus	immédiat	FIDA/MEFP	
	Autoriser le paiement du solde des engagements sur le Prêt supplémentaire	immédiat	FIDA/MEFP	
	Transmettre les rapports d'audit des comptes 2015	31/05/2016	Coordo/RAF	
	Transmettre les rapports d'audit de clôture des comptes PAFA au 30/09/2016.	31/10/2016	Coordo/RAF	
Autres				

Appendice 3b: Suivi de la mise en œuvre de principales mesures convenues de la dernière supervision (Novembre 2015)

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Qui	État d'avancement
Exécution du projet	Suivre la demande la prorogation de la date de clôture du fonds OFID au 30/09/2016	31 décembre 2015	UCP	Fait. Par fax en date du 14 décembre 2015, l'OFID a autorisé la prorogation de la date de clôture au 31 décembre 2016
	Bien documenter les acquis du PAFA pour préparer le futur atelier de partage sur les résultats du Projet	Pour mémoire	Coord/UCP	En cours. Réalisation d'un film documentaire et un rapport sur la capitalisation des acquis
	Après la mise en place des Kits de biogaz, assurer le suivi de leur fonctionnement, en évaluer les résultats en termes de : i) satisfaction des besoins en combustible ; ii) impact sur la production de bois et de charbon ; iii) production d'engrais biologique	Courant année 2016	RCC/ROP/UCP	Fait : 7 kits biogaz installés et les bénéficiaires ont été formés sur leur utilisation. Des fiches de suivi ont été élaborées pour l'évaluation des résultats
	Finaliser le test de l'application informatique du système de suivi-évaluation et démarrer son utilisation	31 décembre 2015	RSE	Fait : L'application informatique du système de suivi évaluation est effective. Le PTBA et les données des fiches de suivi sont paramétrés et saisis. Les codes d'accès ont été créés afin de permettre aux utilisateurs de rentrer les informations dans le système.
	Procéder à l'évaluation de l'association pisciculture/maraîchage en termes de d'amélioration de l'alimentation, de fertilisation du sol et d'augmentation des revus des producteurs	31 mars 2016	RSE	Non fait. Certains aspects seront inclus dans l'évaluation finale du PAFA programmée avant la clôture.
	Consolider des acquis du PAFA pour le PAFA-E par rapport au processus de ciblage et inclusion des femmes, jeunes, autres couches vulnérables	31 mars 2016	RGIJ/Coord/UCP	Fait
Aspects fiduciaires	Encourager les échanges entre projets FIDA pour partager la démarche de PAFA	Permanent	Coord/FIDA/MAER	Fait
	Paramétrer dans le logiciel Tom2pro, les nouveaux formulaires de mobilisation des ressources (Smart/SOE) pour la génération automatique des DRF.	31/12/2015	RAF/ CPT1/ CABINET	En cours. Les formulaires sont envoyés à Tomate pour une prise en charge dans le logiciel. A date, la prise en charge par le concepteur du logiciel, des nouveaux formulaires de mobilisation des ressources (smart/SOE), n'est pas encore réalisée
	Transmettre au FIDA le rapport d'évaluation du personnel au FIDA Assurer un suivi de proximité (engagements et prévisions de	30/11/2015 30/03/2016	Coordo/RAF/ Coordo/RAF	En cours Fait

dépenses) du PTBA 2015 pour atteindre un taux d'exécution d'au moins 90% au 31/03/2016. Transmettre les DRF en instance d'envoi et finaliser les DRF en préparation : DRF 36 et 37/FIDA ; DRF 09/OFID ; DRF 05 et 06/FEM.	15/12/2015	RAF/CPT1/	Fait. Toutes les DRF ont été transmises et les paiements effectués
Régulariser l'écart de reconstitution du compte spécial OFID de 110 180 FCFA	31/12/2015	Coordo/RAF/DI	En cours
Statuer sur la demande de réallocation des ressources du prêt/FIDA.	31/12/2015	FIDA	Sans objet
Prendre les dispositions nécessaires pour : i) la validation des tableaux d'amortissement révisés afin de permettre le remboursement des créances des IMF ; ii) la signature des conventions de refinancement liant l'Etat aux Institutions partenaires.	31/12/2015	MAER/MEF	Fait. Les tableaux d'amortissement ont été validés Les conventions de refinancement ont été transmises au MEF
Assurer : i) le suivi de la mise en place de la contrepartie dans le cadre des investissements de l'OFID ; ii) le recensement exhaustif et la comptabilisation de la contrepartie taxes.	31/12/2015	RAF/CPT1/ACO	Fait.
Prendre en compte les améliorations proposées pour conforter les ECD	Pour mémoire	RAF/CPT1/AC	Fait.
Respecter le planning d'arrêté et d'audit des comptes 2015.	31/03/2016 et 31/05/2016	RAF/CPT1	Fait.

Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

COMPOSANTES/DOMAINES D'ACTIVITES/ACTIVITES	Unité	Prévisions	Réalisations	Taux de réalisation %
COMPOSANTE DIVERSIFICATION ET ACCES AU MARCHÉ				
Appui et suivi de la mise en œuvre des SPAM				
Sessions de recyclage des Conseillers à l'exploitation familiale (CEF) sur les bonnes pratiques agricoles	Nombre	4	4	100%
Ateliers de démultiplication des bonnes pratiques agricoles au niveau des OP	Nombre	30	20	67%
Missions d'appui à la dynamique organisationnel des Op porteuses de spam	Nombre	30	20	67%
Missions de suivi de la mise en œuvre des sous projets	Nombre	30	20	67%
Réalisation/réhabilitation de périmètres maraichers				
Acquisition de dispositifs solaires d'irrigation (pompes solaires, plaques solaires, etc)	Nombre	4	2	50%
Acquisition de grillage	Km	10	4	40%
Acquisition de semences, petits matériels, engrais, produits de protection	Lots	30	30	100%
Appui au comité de gestion et de maintenance des PM				
Missions d'appui à la mise en place des comités de gestion et de maintenance	Nombre	10	8	80%
Sessions de formation sur la gestion de périmètres maraichers	Nombre	3	3	100%
Sessions de formations sur les bonnes pratiques agricoles (maraichage)	Nombre	5	3	60%
Réalisation d'un manuel de bonnes pratiques agricoles pour le maraichage	Nombre	1	1	100%
Missions de suivi et d'assistance aux comités de gestion et de maintenance des PM	Nombre	30	20	67%
COMPOSANTE DEVELOPPEMENT ET STRUCTURATION DES FILIERES				
Appui au fonctionnement des cadres interprofessionnel				
Réunions de Coordination des cadres interprofessionnels des filières	Nombre	16	16	100%
Appui et suivi de la mise en œuvre des plans d'action filières				
Participation FIARA	Nombre	1	1	100%
Réalisation des infrastructures communautaires				
Etudes d'impacts environnementale	Nombre	3	1	33%

COMPOSANTES/DOMAINES D'ACTIVITES/ACTIVITES	Unité	Prévisions	Réalisations	Taux de réalisation %
Etudes socio-économiques	Nombre	3	2	67%
Réalisation de magasins de stockage	Nombre	49	25	20%
Réalisation de piste de productions	Km	55	25	20%
Missions de Suivi et contrôle des travaux.	Nombre	30	10	33%
Atelier d'information des élus locaux, des Op et partenaires sur la mise en œuvre des infrastructures	Nombre	2	1	50%
Assistance à la maîtrise d'œuvre technique et sociale				
Assemblées générales de mise en place des comités de gestion et de maintenance.	Nombre	40	30	75%
Sessions de formation sur les rôles et responsabilités des membres des comités de gestion et de maintenance des infrastructures.	Nombre	2	1	50%
Missions d'accompagnement et de suivi de l'exploitation des infrastructures.	Nombre	30	20	67%
COMPOSANTE CONCERTATION NATIONALE, GESTION DES SAVOIRS ET COORDINATION DU PROJET				
Coordination et gestion administrative et financière				
Formations du personnel du projet.	session	3	2	67%
Accueil étudiants et stagiaires pour des mémoires d'études	Nombre	2	2	100%
Audit annuel des comptes UCP/PAFA, AGEX et Prestataires.	Rapport	1	1	20%
Achat fournitures (carburant, eau, électricité et téléphone), fournitures de bureaux et consommables informatiques.	Lot	1	1	100%
Payements salaires, indemnités et charges patronales.	Nombre	15	15	100%
Rémunération personnelle non permanente : prestataires de services et Consultants.	contrat	1	1	100%
Sélection d'une société d'assurance pour la prise en charge médicale du Personnel.	Nombre	1	1	100%
Missions de supervision.	Nombre	2	2	100%
Visites des réalisations du projet.	Nombre	2	1	50%
Réunions du comité de pilotage du projet.	Nombre	1	1	100%
Organisation des réunions de coordination mensuelle, trimestrielle ;	Nombre	19	19	100%
Entretien du bâtiment, des équipements, véhicules.	Nombre	1	1	100%
Frais divers de gestion.	Nombre	8	4	50%

COMPOSANTES/DOMAINES D'ACTIVITES/ACTIVITES	Unité	Prévisions	Réalisations	Taux de réalisation %
Evaluation contrats de performance et protocoles d'accord.	Nombre	5	4	80%
Participation ateliers régionaux d'harmonisation.	Nombre	4	2	50%
Acquisition d'un véhicule et de cinq motos pour le Safir	Nombre	1	1	100%
Suivi évaluation				
Auto -évaluation participative des sous projets.	Atelier	118	118	100%
Évaluation annuelle du degré de vulnérabilité des ménages.	Evaluation	1	1	100%
Conduites d'enquêtes thématiques.	Enquête	3	2	67%
Missions de suivi des activités.	Mission	12	12	100%
Missions de collecte des données	Mission	10	10	100%
Enquête SYGRI	Etude	1	0	0%
Réaliser le rapport l'achèvement du projet	Etude	1	0	0%
COMPOSANTE ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE				
Intégration du changement climatique dans les politiques sectorielles de gestion de l'agriculture et des ressources en eau				
Formation de techniciens sur les modèles de gestion des ressources intégrant la dimension climatique, notamment le WEAP (gestion unité de stockage d'eau), le MSSAT et le CROP management et sur les scénarios du GIEC et les modèles de gestion des ressources intégrant la dimension climatique.	Nombre	2	1	50%
Formation des producteurs sur les changements climatiques	Nombre	2	1	50%
Intégration et diffusion des leçons apprises				
Inventaire des bonnes pratiques et savoirs locaux en matière de bonnes pratiques agricoles.	Nombre	1	1	100%
Réalisation de films documentaires les bonnes pratiques en matières de changements climatiques dans le bassins arachidiers.	Nombre	2	2	100%
Rétablissement des échanges hydrodynamiques entre les eaux de surface et les eaux souterraines				
Aménagement des vallées	Nombre	9	6	67%
Réalisation de deux digues anti-sel à Fayil et à NdiayeNdiaye.	Nombre	2	2	100%
Production de plants.	Nombre	10 000	10000	100%

COMPOSANTES/DOMAINES D'ACTIVITES/ACTIVITES	Unité	Prévisions	Réalisations	Taux de réalisation %
Acquisition de phosphate	Tonnes	500	666,6	133%
Production de riz pour 1000 ha	Ha	1000	1456,5	146%
production de sésame, niébé, mil, sorgho, bissap... etc adaptées aux changements climatiques.	Nbre	165	165	100%
Assistance à la maitrise d'œuvre technique et sociale				
Assemblées générales de mise en place des comités de gestion et de maintenance.	Nombre	12	8	67%
Sessions de formation sur les rôles et responsabilités des membres des comités de gestion et de maintenance des infrastructures	Nombre	2	2	100%
Missions d'accompagnement et de suivi de l'exploitation des infrastructures.	Nombre	10	6	60%
Assistance à la mise en œuvre de la composante	Nombre	2	2	100%
Maitrise d'ouvrage technique et sociale des périmètres				
Assemblées générales de mise en place des comités de gestion et de maintenance.	Nombre	10	8	80%
Sessions de formation sur les rôles et responsabilités des membres des comités de gestion et de maintenance des infrastructures	Nombre	2	1	50%
Missions d'accompagnement et de suivi de l'exploitation des infrastructures.	Nombre	12	8	67%
Assistance à la mise en œuvre de la composante	Nombre	2	2	100%
COMPOSANTE SAFIR				
Renforcement de l'offre de services financiers.				
Construction de nouvelles agences (extension des caisses).	Nombre	4	4	100%
Signature de convention de refinancement IMF	Nombre	5	0	0%
Etude de la pérennisation des acquis du SAFIR	Nombre	1	1	100%
Accès aux services financiers				
Missions d'intermédiation financière Op/Om et et les institutions de financement.	Nombre	5	4	80%
Mission d'appui à l'élaboration de dossiers de crédits	Nombre	10	8	80%
Formation en éducation financière	Nombre	2	2	100%
Accompagnement et suivi ligne de crédit et du portefeuille de prêts				
Missions d'accompagnent et de suivi du portefeuille de prêt.	Nombre	10	10	100%
Mission de suivi pour le remboursement de la ligne de crédit par les IMF	Nombre	5	5	100%

COMPOSANTES/DOMAINES D'ACTIVITES/ACTIVITES	Unité	Prévisions	Réalisations	Taux de réalisation %
Convention de partenariat avec DRS	Nombre	1	1	100%
TAUX MOYEN EXECUTION DU PTBA AU 31 MARS 2015				72%

Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

PAFA/APPENDICE 5A: Financial performance by financier (USD 000) au 31/03/16

Financier	Approved	Disbursement	Per cent disbursed
IFAD loan	14889	14 339,40	96,3
IFAD Don	267	196,75	73,7
OFID	9028	2 381,07	26,4
Government	5747	1 155,79	20,1
Beneficiaries	1678	2 656,19	158,3
Total	31609	20 729,20	65,6

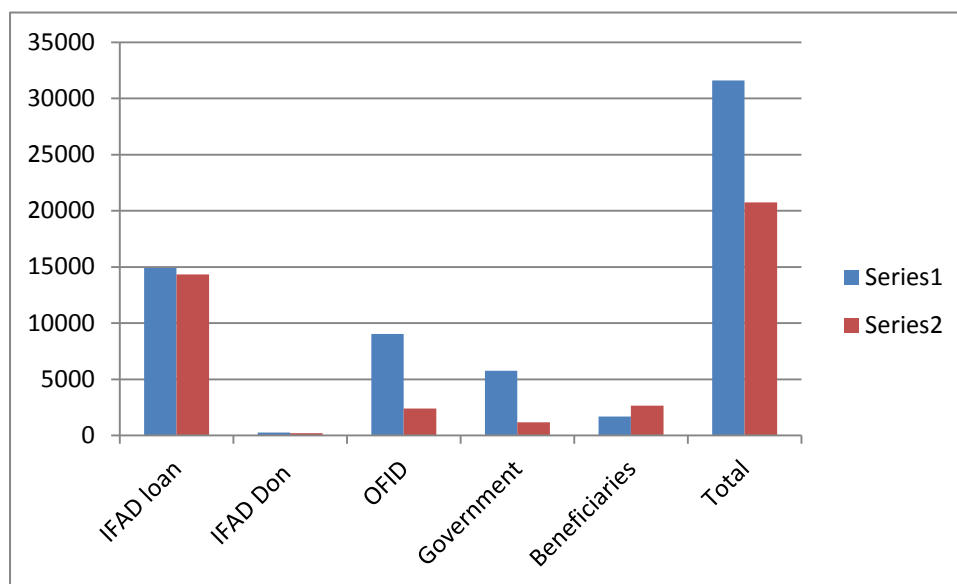
Explications décaissements:

IFAD Loan : 9018,49 DTS ; soit 14339,40 milliers USD au taux moyen de 1,57 sources/LGS (données FIDA)

Gouvernement : 667 207 959 F CFA, soit 1155,79 milliers USD au taux du 31/03/2016; 1 USD/FCFA = 577,27

Bénéficiaires: 1 533 341 847 FCFA, soit 2656,19 milliers USD au taux du 31/03/2016; 1 USD/FCFA =577,27

OFID: 1 374 525 459 FCFA , soit 2381,07 milliers USD au taux du 31/03/2016; 1USD/FCFA = 577,27



FEM

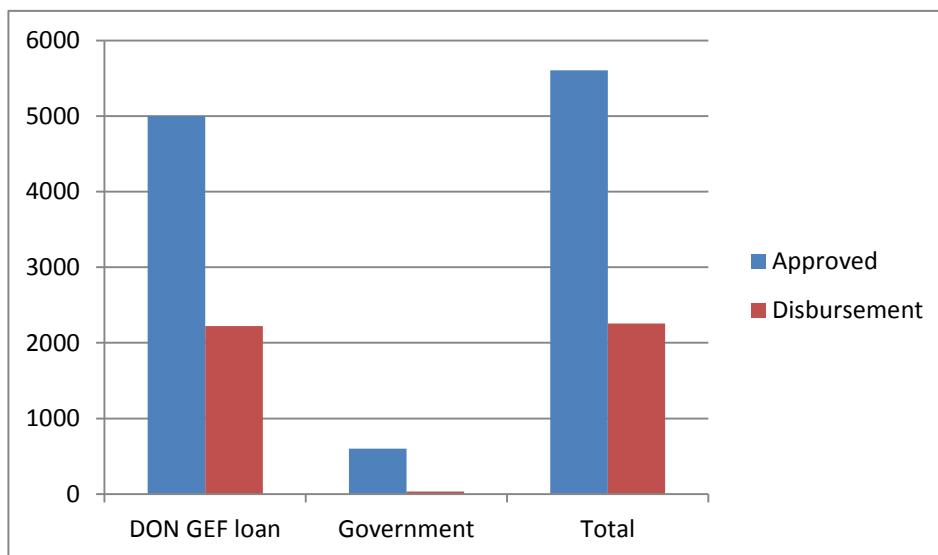
PAFA/APPENDICE 5A: Financial performance by financier (USD 000) au 31/03/16

Financier	Approved	Disbursement	Per cent disbursed
DON GEF loan	5000	2 222,70	44,5
Government	602	33,72	5,6
Total	5602	2 256,42	40,3

Explications décaissements:

DON GEF : 2 222,70 USD ; sources/LGS (données FIDA)

Gouvernement : 19 466 753 FCFA, soit 33,72 milliers USD au taux du moyen ; 1 USD/FCFA = 577,27



PAFA/ APPENDICE 5B: Financial performance by financier by component (USD '000) au 31/03/2016

Composantes	Accord FIDA			Don FIDA			OFID			Gouvernement			Bénéficiaires			Total		
	Current	Actual	%	Current	Actual	%	Current	Actual	%	Current	Actual	%	Current	Actual	%	Current	Actual	%
DAAM	5856	5 448,97	93,0				1777	433,93	24,4	1824	286,04	15,7	659	1 574,37	238,9	10 116	7 743	76,5
DSF	2643	2 581,09	97,7		-		7051	1800,63	25,5	3096	520,96	16,8	1019	1 081,82	106,2	13 809	5 985	43,3
CNGSC	6389	6 309,34	98,8		196,75	73,7	201	146,51	72,9	827	348,78	42,2				7 684	7 001	91,1
Total	14 888	14 339,40	96,3	267	196,75	73,7	9 029	2 381,07	26,4	5 747	1 155,79	20,1	1 678	2 656,19	158,3	31 609	20 729,20	65,6

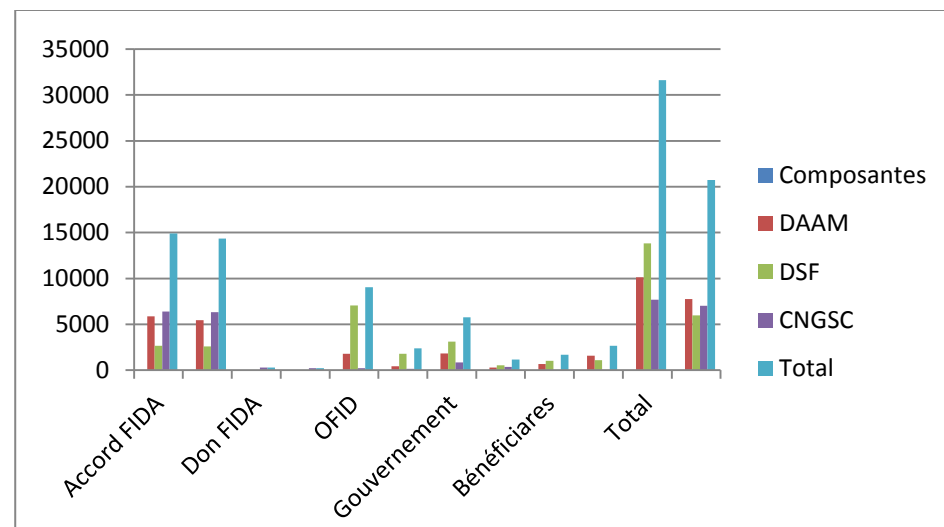
Explications décaissements:

IFAD Loan : 9018,49 DTS ; soit 14339,40 milliers USD au taux moyen de 1,57 sources/LGS (données FIDA)

Gouvernement : 667 207 959 F CFA, soit 1155,79 milliers USD au taux du 31/03/2016; 1 USD/FCFA = 577,27

Bénéficiaires: 1 533 341 847 FCFA, soit 2656,19 milliers USD au taux du 31/03/2016; 1 USD/FCFA =577,27

OFID: 1 374 525 459 FCFA , soit 2381,07 milliers USD au taux du 31/03/2016; 1USD/FCFA = 577,27



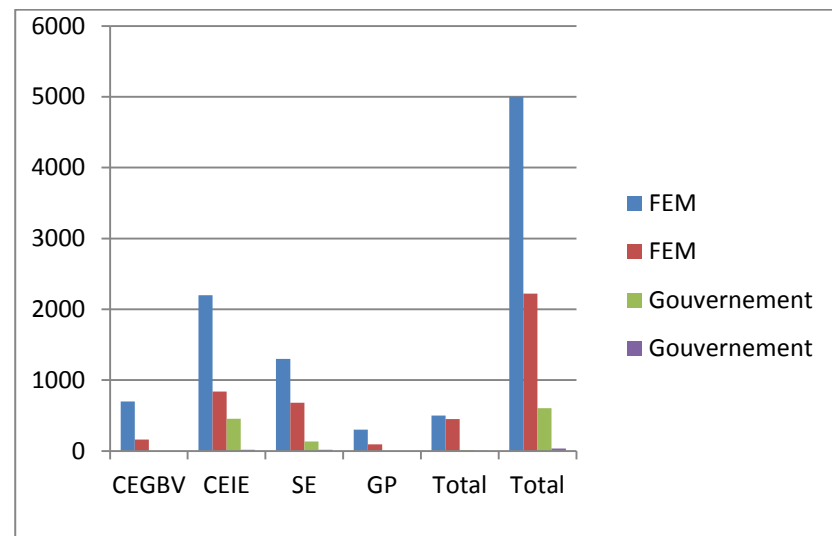
FEM APPENDICE 5B:Financial performance by financier by component (USD '000) au 31/03/2016

Composantes	Accord FEM			Gouvernement			Total		
	Current	Actual	%	Current	Actual	%	Current	Actual	%
RCSGC	700	162,86	23,27	0	0,00	0,00	700	163	23,27
CEGBV	2200	838,08	38,09	454,6	17,52	3,85	2 655	856	32,23
CEIE	1300	679,16	52,24	134,5	14,67	10,90	1 435	694	48,37
SE	300	91,64	30,55	0	0,00	0,00	300	92	30,55
GP	500	450,96	90,19	13,1	1,54	11,74	513	453	88,19
Total	5 000	2 222,70	44,45	602,20	33,72	5,60	5 602	2 256	40,28

Explications décaissements:

DON GEF : 2 222,70 USD ; sources/LGS (données FIDA)

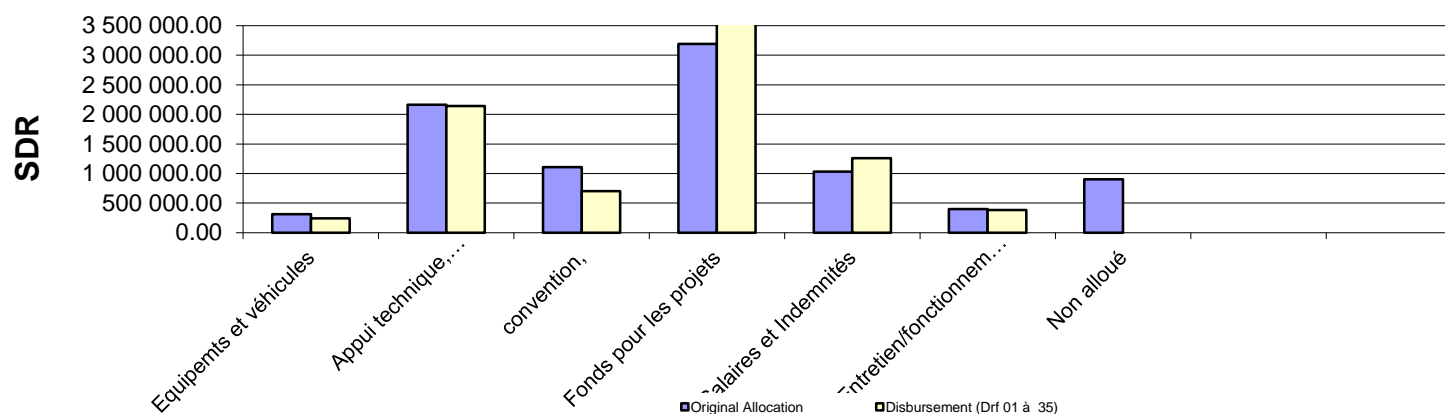
Gouvernement : 19 466 753 FCFA, soit 33,72 milliers USD au taux du moyen ; 1 USD/FCFA = 577,27



PAFA/APPENDICE 5C : IFAD loan disbursements : DTS au 31/03/16

N	Catégorie	Original Allocation	Disbursement (Drf 01 à 35)	Balance	%	W/A Pending au FIDA -	W/A Pending (DRF 37 et 07 DON SOFT au PAFA) *	W/A Pending(DRF 37 au PAFA)*	Total	%
I	Equipemts et véhicules	310 000,00	239 987,11	70 012,89	77,42%				239 987,11	77,42%
II	Appui technique, formation et études	2 160 000,00	2 138 896,91	21 103,09	99,02%		30 637,37		2 169 534,28	100,44%
III	convention,	1 110 000,00	702 392,68	407 607,32	63,28%		35 735,08		738 127,76	66,50%
IV	Fonds pour les projets	3 190 000,00	3 921 978,90	-731 978,90	122,95%		16 294,76		3 938 273,66	123,46%
V	Salaires et Indemnités	1 030 000,00	1 259 433,90	-229 433,90	122,28%		218 635,45		1 478 069,35	143,50%
VI	Entretien/fonctionnement	400 000,00	382 189,33	17 810,67	95,55%		19 420,27		401 609,60	100,40%
VII	Non alloué	900 000,00		900 000,00	0,00%					
	Dépôt initial		373 615,52				-261 615,79		111 999,73	
	Sous Total	9 100 000,00	9 018 494,35	81 505,65	99,10%	0,00	59 107,15	0,00	9 077 601,50	99,75%
II	Don FIDA/Appui technique	170 000,00	133 228,85	36 771,15	78,37%		14 470,39		147 699,24	86,88%
	Total/prêt /Don	9 270 000,00	9 151 723,20	118 276,80	98,72%	0,00	73 577,54		9 225 300,74	99,52%

* au taux de 1DTS = 1,408335 USD et 1 USD = 577,27 FCFA, 1 USD = 0,710058 DTS , 1DTS = 812,99 CFA :source IMF/ 01 avril 2016



PAFA/APPENDICE 5C : FEM GRANT disbursements : USD au 31/03/16

N	Catégorie	Original Allocation	Disbursement DRF 01 à 06	Balance	%	W/A Pending au PAFA(DRF 07) *	W/A Pending (au PAFA DRF 07) *	Total	%
I	Equipemts	210 000,00	42 881,62	167 118,38	20,42%			42 881,62	20,42%
II	Appui technique, formation et études	1 190 000,00	960 401,19	229 598,81	80,71%	99 955,22		1 060 356,41	89,11%
III	Génie Civil	2 260 000,00	192 480,66	2 067 519,34	8,52%	181 419,00		373 899,66	16,54%
IV	Matériel Agricole	540 000,00	145 187,11	394 812,89	26,89%	10 631,63		155 818,74	28,86%
V a	Salaires et Indemnités	210 000,00	139 481,93	70 518,07	66,42%	12 158,85		151 640,78	72,21%
Vb	fonctionnement	10 000,00	5 528,08	4 471,92	55,28%	447,10		5 975,18	59,75%
Vc	Voyages, frais déplacement et communication	80 000,00		80 000,00	0,00%			0,00	
VII	Non alloué	500 000,00		500 000,00	0,00%				
Dépôt initial									
	Dépôt initial		736 741,66	-736 741,66		-106 180,15		630 561,51	
	Sous Total	5 000 000,00	2 222 702,25	2 777 297,75	44,45%	198 431,64	0,00	2 421 133,89	48,42%

Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement au 31 mars 2016.

Sections	Dispositions	Objectifs/Dates prévues	Etat d'avancement	Observations
Section 3. 03 b «Contrepartie »	« ...L'emprunteur met à la disposition du fonds de contrepartie pour un montant équivalent à 5 750 000 USD, estimé à 2,5 milliards FCFA »	Pour mémoire	En cours	Le niveau d'exécution du BCI reste encore tributaire de l'état d'avancement de l'exécution et du paiement des infrastructures (communautaires et de désenclavement), sur ressources OFID. Par ailleurs, les taxes sont assujetties à l'exécution du PTBA. Ainsi, les prévisions de taxes/BCI total de 812 596 863 FCFA (492 596 863 FCFA/taxes et 320 000 000 FCFA/BCI) vont porter le taux d'exécution de la contrepartie à 59,4%. Le niveau relativement moyen de la réalisation de la contrepartie procède notamment d'une comptabilisation des taxes à optimiser.
Section 4.02 «Rapport d'activités»	«L'Agent principal du Projet soumet au Fonds des rapports d'activitésdans les trois(03) mois suivant la fin de chaque période d'exécution du Projet de six (06) mois »	31/09/15	Conforme	Le rapport annuel SYGRI 2015 du PAFA, élaboré en janvier 2016 a été envoyé au FIDA le 28/01/2016. Le rapport annuel d'activités 2015 du PAFA et PAFA-E élaboré en mars 2016, a été envoyé au FIDA le 07/03/2016
Section 5.01 «Etats financiers»	«L'UCP prépare chaque année fiscal les Etats financiers et l'Agent principal du Projet les présente au Fonds dans les trois(03) mois suivant la fin de chaque année fiscale»	31/03/16	Conforme	Les Etats financiers 2015 et leurs annexes ont été transmis au FIDA le 29 mars 2016.
Section 5.02 «Rapports d'audit»	«L'Emprunteur présente une copie certifiée du rapport d'audit dans les six (06) mois suivant la fin de l'année fiscale considérée»	31/05/16	Conforme	Les rapports définitifs d'audit des comptes 2015 seront transmis au FIDA le 31/05/2016
Section 7.08 «Assurance » des conditions Générales	« L'emprunteur ou l'agent Principal du Projet assure les biens et les constructions utilisés dans le cadre du Projet contre les risques à des montants conformes à de saines pratiques commerciales »	Pour mémoire	Cf. observations	Les véhicules immatriculés en AD-TT (Administration) ainsi que les locaux mis à dispositions (contenant et contenu) sont couverts en matière d'assurance par l'Agence Judiciaire de l'Etat.

Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

Apprentissage

Dans sa mise en œuvre, le projet s'est beaucoup appuyé sur des apprentissages :

Le cofinancement dégressif : Le cofinancement des intrants et matériels agricoles entre le projet et les acteurs des filières a été retenu comme principe de mise en œuvre. En première année, le projet a appuyé à hauteur de 80% contre 20% apportés par les bénéficiaires sur le financement de 40 sous projets. En deuxième année, le projet a appuyé à hauteur de 60%, les bénéficiaires 40%. En troisième année, PAFA 40%, bénéficiaires 60% et en quatrième année, PAFA 0%, bénéficiaires 100% pour le financement de 328 sous projets à date. Pour garantir la durabilité de ce financement, le projet a mis en place « l'épargne intrants » que le producteur dépose en nature auprès de l'organisation de producteurs après la récolte. Les procédures d'acquisition d'intrants et de matériels agricoles sont effectuées entièrement par les membres des OP, qui ont fini par développer des relations de confiance avec les fournisseurs d'intrants. Aujourd'hui, les 39 OP de la G1 et 77 OP de la deuxième génération ont mobilisé à 100% leurs besoins en financement de leurs sous projets. Les OP ont développé la mise à l'échelle de leurs sous projets au sein de leurs membres portant ainsi à 5.196 ha les superficies augmentées par elles-mêmes avec l'application des bonnes pratiques.

L'internalisation du conseil agricole qui a permis l'adoption des bonnes pratiques : Pour renforcer le niveau d'adoption des bonnes pratiques agricoles et d'élevage, le projet a facilité l'identification au niveau de chaque OP des Conseillers à l'Exploitation Familiale (CEF) chargés du conseil et suivi de mise en œuvre des activités des sous projets. Ces personnes ressources endogènes membres des OP, au nombre de 800 au départ, ont assuré en relation avec les CAR la démultiplication des formations sur les bonnes pratiques agricoles et d'élevage et le suivi quotidien de la mise en œuvre des sous projets. Suite aux résultats encourageants et à la mise à l'échelle de leurs sous projets, certaines OP, ont recruté en leur sein des CEF supplémentaires portant actuellement ce nombre à plus de 1000 personnes.

La contractualisation entre OP et OM : La mise en relation entre les OP et les OM a permis aux producteurs d'accéder aux marchés et de vendre à des prix rémunérateurs. A ce jour le couple OP/OM est au nombre de 313. Ces couples constituent des leviers pour garantir aux petits producteurs et productrices, l'accès aux marchés.

Information sur les marchés : dans le but de rendre transparentes les transactions commerciales entre les couples OP/OM, les CNIF donnent des informations sur les prix dans les marchés de référence. Les CNIF ont été formées sur l'utilisation de la plateforme « Yeglé » permettant de diffuser des informations sur le prix, les intrants, l'évolution des stocks, etc. Les CNIF à partir de leur page web disposent d'une base d'informations sur les prix, les Opérateurs de marché et les marchés.

Ateliers d'auto-évaluation des SPAM. C'est une démarche qui permet aux différents acteurs d'apprendre et de capitaliser les réussites en cours de mise en œuvre des sous projets. Les OP de la troisième génération appuyée par le projet et les CNIF ont réalisé 118 ateliers auto-évaluation pour faire le bilan de la campagne 2014/2015, identifier les contraintes et tirer les enseignements de la mise en œuvre des sous projets. Au total, 118 ateliers d'autoévaluation ont été organisés au niveau des sites de mise en œuvre des sous projets. Les 107 OP de la première et deuxième génération, suite aux leçons tirées, ont pris les mesures idoines pour assurer le financement de leurs intrants agricoles à 100%.

Edition de bulletins trimestriels « agro-filières » : Dans le but d'informer les acteurs des filières, les partenaires institutionnels du PAFA, les autorités administratives, les partenaires financiers sur l'état d'avancement des activités et leur impact sur les ménages, le PAFA a initié un bulletin de liaison trimestriel. Son contenu porte essentiellement sur les comptes rendus d'expériences, les portraits des acteurs, l'état d'avancement sur les réalisations et les résultats des différents acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet. Ainsi, cinq cent (500) exemplaires du premier numéro ont été distribués aux différents partenaires du projet et le deuxième numéro est disponible.

Innovation: décrire toute innovation intéressante notée lors de la supervision

Dans sa mise en œuvre, le projet s'est appuyé sur des innovations majeures telles que :

L'efficacité de la stratégie de ciblage du projet : Les filières soutenues par le PAFA sont celles dans lesquelles les ménages pauvres, les femmes et les jeunes sont plus présents ou qu'ils pourraient facilement intégrer. La stratégie d'auto ciblage par les bénéficiaires des sous projets a permis de s'assurer que les plus vulnérables bénéficient des opportunités qu'offre le projet. Elle a permis également de jauger les changements apportés dans les conditions de vie des populations par les actions du projet tout en privilégiant les familles les plus vulnérables c'est-à-dire (i) les ménages de petite taille caractérisés par une main-d'œuvre limitée, une faible superficie et des sols souvent pauvres, une faible diversification, des capacités de production limitées et des revenus agricoles bas ; (ii) les femmes et les associations de femmes, et (iii) les jeunes ruraux sans emploi. Dans la mise en œuvre de la stratégie de ciblage une attention particulière est accordée aux ménages dirigés par des veuves et des personnes handicapées. Le projet a réussi à faciliter l'accès des femmes et des jeunes aux intrants de qualités, aux matériels agricoles et à la terre. Ainsi, les femmes ont pu bénéficier au même titre que les hommes, des mêmes superficies à emblaver (2 ha pour le mil, 1 ha pour le sésame et 1 ha pour le niébé, 1 ha pour le maïs et 0,5 ha pour le bissap pour chacun des bénéficiaires hommes, femmes et jeunes).

Dans les périmètres aménagés avec l'appui du projet, les femmes, les jeunes et les hommes ont bénéficié de kits ménages variant 600 à 1200 m² suivant la superficie des périmètres maraichers. Dans un contexte où l'accès des femmes à la terre pose un problème, cette initiative permet aux femmes d'accéder à la ressource foncière et hydrique et de pouvoir produire librement et améliorer leurs conditions de vie.

La gestion communautaire du matériel agricole : Les exploitations familiales qui ne disposaient pas de matériels agricoles étaient obligées de les louer à des prix variant de 25 000 à 30 000 FCFA pour effectuer des semis. Le PAFA a initié la gestion communautaire du matériel agricole. Elle consiste à mettre un lot de matériels (semoirs et houes) au niveau des OP porteuses des SPAM et sur la base de calendrier accepté, le comité de gestion met à la disposition des ménages ce matériel. Cette initiative a permis aux groupements de femmes et de jeunes ruraux de disposer de matériels agricoles et à des petits producteurs de pouvoir semer en même temps que les autres en respectant les itinéraires techniques.

Semis à humide du mil : Pour lutter contre le Striga et sécuriser l'investissement des producteurs et productrices, le projet en partenariat avec la recherche, les projets et programmes, recommande aux porteurs de sous projets la réalisation du semis du mil à humide après labour profond. Cette technique adoptée par les porteurs des sous projets de la première génération a donné des rendements record avec des pics de 2250 kg/ha dans un contexte marqué par un déficit pluviométrique.

Plateforme de services aviculture villageoise améliorée : Afin de rendre beaucoup plus compétitive l'Aviculture Villageoise Améliorée, une Plateforme de Services a été construite à Thiawandou dans le département de Kaolack pour la professionnalisation de la filière. Cette Plateforme équipée d'un centre d'abattage, d'une unité de conditionnement et de conservation, d'une boutique et d'un bureau offre à la filière un cadre qui leur permet de mettre aux normes leurs produits. En outre, cette Plateforme offre un appui conseil à ses membres dans le domaine du renforcement de capacités, de l'intermédiation, de la mise en relation et du partenariat. Aujourd'hui, grâce aux services offerts, les groupements ont commercialisé à travers cette plateforme 8.000 poulets correspondant à 12 tonnes de viande pour la seule période de mai 2015 à mars 2016.

Couveuses pétro solaires : Le projet a facilité à la Plateforme de Services l'obtention de 3 couveuses pétro solaires d'une capacité de 1000 sujets par couveuse. Elles permettent d'améliorer les taux d'éclosion, de réduire les pertes et de mettre sur le marché au minimum 3000 poussins par couvaion. L'offre de poussins d'un jour est ainsi garantie dans la zone alors que précédemment, les commandes venaient de Dakar avec d'énormes pertes durant leur transport. A date, 276.000 poussins ont été recensés dans les 80 sous projets AVA.

Association pisciculture/maraichage : La pisciculture est introduite dans le but de permettre aux bénéficiaires l'accès aux protéines animales et d'améliorer la qualité de l'eau d'irrigation. L'élevage de poisson et le maraichage joue un rôle dans l'alimentation. L'association pisciculture maraichage

s'explique non seulement par le souci d'augmenter la disponibilité d'un produit riche en protéines et en acides gras essentiels afin d'accroître le revenu et le niveau de vie des femmes.

La promotion du consommateur local : Afin de promouvoir le « consommateur local », le projet a facilité la formation maîtres hôteliers et restaurants de la zone d'intervention. Elle a eu comme objectif l'introduction dans les menus et cartes des hôtels de plats préparés à base de produits locaux. Deux restaurants spécialisés dans les plats locaux sont ouverts dont un à Nganda et un autre à Kaolack. Le restaurant de Nganda vient de remporter le Grand prix du chef de l'état des innovations. L'innovation a porté sur la fabrication du jus de Nguer⁵. Les émissions « waagnou PAFA » réalisées à travers les chaînes de télévision et les caravanes promotion des produits locaux participent à la promotion du consommateur local.

La promotion de la farine enrichie : Pour contribuer à la lutte contre la malnutrition infantile dans sa zone d'intervention, les opérateurs de marché « Xaritou Xaleyi⁶ » de Kounghoul et ETS Keur Yaye Abi Ndao de Kaolack, Association des Femmes de Ndoukoumane (AFND), Manko de Guinguinéo, appuyés par le PAFA, ont développé, une farine enrichie pour les enfants de six mois à 2 ans. La farine est constituée des produits locaux suivants : maïs, mil, niébé, huile de palme, etc. La valeur énergétique est évaluée à 40 kcal/100g. Cette farine est en train d'être utilisée par les ONG ASBEF, Plan International et CCF, l'Agence d'Exécution du Programme National de Nutrition. Suite à l'amélioration de l'emballage, le produit est en vente dans les rayons des pharmacies, dans les boutiques et dans les grandes surfaces.

Le cérélac à base de mil : Grâce à un partenariat Nestlé et ALIF Groupe engagé dans les contrats OP/OM, ce produit a été mis sur le marché depuis juin 2014. Ce produit est aujourd'hui distribué dans les pharmacies et dans les grandes surfaces.

⁵ Le Sirop de Nguer de la fédération des productrices et transformateurs de Nganda a obtenu le prix de l'innovation 2015.

⁶ Xaritou Xaleyi a obtenu le grand prix du chef de l'Etat pour la transformation en 2014 et le prix All Africa pour le leadership féminin dans l'artisanat en mars 2016